

r, militant  
du général  
ix phases,  
iscussions,  
rganisation  
priront au  
devinrent  
eurent que  
bèrent des  
un grand  
bitalistes...  
l'ampleur,  
à démis-  
rappela à  
ça de ses  
rces, trou-  
s commu-  
igeant un  
alsifièrent  
naires, et  
de diviser  
e, tout est  
militaire  
vie inté-  
s : droite  
en deux  
l'attitude  
de Kanju  
opération  
essifs. Le  
métales,  
ue à leur  
ises sont  
aliste.

# masses

## Socialisme et Liberté

JUIN-JUILLET 1947

20 Fr.

MENSUEL N° 9-1

**Vers la Fédération Européenne**

**Michel COLLINET :**

10  
100.50  
2 frs BELGES  
300 F. SUISSE  
24 pages

# regards

PARAIT LE JEUDI 1<sup>er</sup> JUILLET 1937 N° 181

## CONDAMNÉ A MORT PAR FRANCO

un grand journaliste anglais

**ARTHUR  
KÖESTLER**  
fait  
le récit  
de ses  
jours d'angoisse

Ce que publiaient les communistes il y a dix ans

, Paris

8. P. 402

# Où va la C. G. T. ?

par Etienne BERNIER

**A**LORS que depuis la libération les mouvements revendicatifs avaient été limités en quantité et en durée, alors que la C. G. T. avait connu une puissance numérique jamais atteinte, qu'elle était considérée comme une institution officielle, des fissures s'étaient sur une façade hier intacte et on note partout une baisse de prestige de l'organisation confédérale.

A vrai dire, l'affaire n'est pas nouvelle : la grève des postiers d'août 1946, déclenchée contre la direction stalinienne de la Fédération postale, était le signe avant-coureur des difficultés actuelles. Aujourd'hui, les symptômes se multiplient, le colosse fléchit.

Les mouvements revendicatifs récents ont atteint la Régie Renault, les usines nationalisées du Gaz et de l'Electricité, ainsi que les Chemins de fer. Dans les trois cas, il s'agit d'entreprises nationalisées où la décision intéressait le Gouvernement. Nous verrons plus loin que cette remarque n'est pas inutile.

Les mouvements sont dus à des causes multiples, certaines locales, comme chez Renault où les travailleurs de la régie connaissent des salaires inférieurs à ceux des entreprises privées mais le fond du décor est constitué par les difficultés d'existence. La classe ouvrière est lasse des améliorations toujours remises en question quand les bénéfices patronaux ne cessent de croître. Depuis un an les salaires ont été relevés de 25 % alors que le coût de la vie a augmenté de plus du double. La tentative de baisse des prix, accueillie avec soulagement et intérêt, n'a abouti qu'à la stabilisation de la situation difficile de décembre 1946 après une des plus fortes hausses enregistrées depuis deux ans. Enfin, le mois de mai et le début de juin ont connu les prémices d'un nouveau bond des prix de détail.

Une autre cause est d'ordre pratique : l'absence de ministres communistes. Non pas tellement que les staliniens aient poussé à la grève, leur attitude n'est pas uniforme. Des exemples prouvent qu'ils ont quelquefois subi la grève d'une âme inquiète, dans quelques cas ils l'ont combattue. Par contre, Henaff à la dernière réunion de la C. E. de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne, y a poussé ouvertement.

Mais, selon une image employée dans un quotidien, il n'est pas besoin d'un moteur pour qu'un véhicule se mette en marche sur une pente : il suffit que les freins soient desserrés. Ils le sont manifestement et la grève, hier « arme des trusts », selon le secrétaire de la Fédération des Mineurs, est devenue l'arme légitime des travailleurs en lutte contre la misère. Il a suffi d'un remaniement ministériel pour modifier l'optique de quelques militants « syndicalistes ».

Enfin, dernière cause importante au déclenchement des grèves, l'existence de minorités ouvrières décidées à passer à l'action directe. Ces noyaux politiques ou syndicaux ont provoqué l'extension d'un mouvement spontané chez Renault. Ils sont à l'origine de la grève des Cheminots (La C. N. T. à Villeneuve-Saint-Georges). Il est possible que l'existence d'une minorité vivace (Gaz de banlieue) ait été pour quelque chose dans la détermination de la Fédération de l'Eclairage.

Le P. C. est-il le chef d'orchestre clandestin dont parlait Ramadier ? Oui et non.

Il est certainement à l'origine des conflits par son absence des bancs du Gouvernement : le frein des syndicalistes staliniens est desserré. Il l'est fort probablement par les points d'application des mouvements. Si les militants communistes n'ont pas déclenché les grèves, ils les ont conduites quand elles mettaient en cause le Gouvernement, ils les ont liquidées au plus vite et en ont empêché l'extension quand elles se livraient face au patronat (lutte des staliniens contre les grèves de solidarité avec Renault). Dans ce dernier cas,

la Fédération des métaux met au point un peu partout des mécanismes de baisse de production notamment dans les usines de banlieue nord et sur une assez grande échelle chez Citroën (1). On se contente de fourbir des armes.

En orientant ainsi les mouvements revendicatifs qu'ils ont jadis freinés, les syndicats staliniens visent à empêcher toute réussite gouvernementale sur le plan économique afin de ralentir le redressement du Parti Socialiste dans l'opinion, afin aussi de ne pas permettre un relèvement économique dans un pays qui glisse peu à peu dans le bloc anglo-saxon.

Alors que, l'an dernier, on menait grand bruit autour des Comités de lutte contre la hausse des prix, la tentative de janvier a été accueillie avec réticences. Frachon déclarait dans l'« Humanité » que, dans cette lutte, le mouvement syndical prendrait sa « modeste » part. On le vit bien, jamais la lutte pour la baisse des prix n'a été aussi formelle malgré les possibilités offertes par les Comités d'entreprise.

En ce sens, donc, le P. C. est le chef d'orchestre fort peu clandestin mais il ne saurait jouer sa partition si le niveau de vie des travailleurs était en hausse constante, si le ravitaillement s'améliorait méthodiquement, si la reconstruction des habitations, des usines et des écoles passait avant celle des églises sinistrées.

En face de cette situation que fait la C. G. T. ? En général, elle attend le mot d'ordre avant de poursuivre son chemin. Elle a manqué son rôle d'animatrice, et a lamentablement suivi le flot.

Elle aurait dû lier les mouvements des Fédérations au lieu de les laisser s'engager l'une après l'autre selon une tactique qui avait montré ses faiblesses en 1920. Elle aurait dû les lier pour éviter les disparités de rémunérations entre les Corporations, avec leur cortège de jalousies et de divisions. Cette véritable politique d'unité, plus nécessaire que jamais, est encore dans l'enfance.

Elle aurait dû lier la hausse nécessaire des salaires avec une politique des prix (2) de façon à éliminer la crainte qui étroit de nombreux travailleurs dupés par les 25 % et qui craignent un nouveau coup d'étrille. Confusément, les masses populaires, faciles à tromper par une propagande à grand orchestre, commencent à se rendre compte de l'aspect politique des mouvements actuels et s'en détournent. Si les succès ou les demi-succès ont ranimé la foi dans l'action directe on discerne une lassitude et un scepticisme dangereux.

Ces fautes s'aggravent d'une attitude technocratique contre laquelle on ne saurait trop réagir : Dans l'action pour les salaires, le meilleur est en faveur des cadres. Ce fut particulièrement scandaleux au moment de la grève des cheminots où les travailleurs constatèrent avec surprise que les propositions gouvernementales étaient très supérieures aux revendications syndicales pour les petites catégories.

On se tromperait lourdement en voyant là un événement fortuit : c'est au contraire, le résultat de toute une conception politique axée sur la conquête des cadres pour la construction d'une société à base techno-bureaucratique. Les staliniens n'ont pas confiance dans la classe ouvrière et s'efforcent de la conduire à la dictature au moyen d'une bureaucratie économique, véritable réplique de la bureaucratie politique de leurs organisations.

Cet appui aux cadres se traduit par de hauts salaires (on élargit l'éventail, à la mode russe) par des avantages en nature et des privilèges (3) par la prolifération invrai-

(1) Cette politique est d'ailleurs amorcée depuis plusieurs mois. Elle a commencé par la cessation de la propagande pour la production. Dès octobre 46, il y a eu stagnation et depuis réduction de la production (sauf dans les textiles par suite des arrivages plus abondants de matières premières). Il n'est pas invraisemblable, en outre, que cette politique n'ait pour but de torpiller la politique gouvernementale en rendant illusoire l'augmentation des salaires par les primes à la production, augmentation qui suppose nécessairement un accroissement de celle-ci. (N.D.L.R.)

(2) Cela a été fait, après coup et d'une manière destinée à sauver la face. En vérité, la C.G.T. et son Comité d'Etudes économiques n'ont aucune doctrine et ne peuvent en avoir en raison de leur caractère d'annexe du P.C. On attend les tournants pour les justifier.

(3) Dans certaines mines du Nord les Ingénieurs avaient un jardinier pour deux avant la guerre, ils ont leur propre jardinier depuis les nationalisations.

semblable du personnel de direction et des improductifs dans les régies et les entreprises nationalisées (4).

Il faut percer au plus tôt cet abcès qui corrompt peu à peu les rangs ouvriers — (les bonnes places aux membres du Parti) — paralyse la production et accroît les prix de revient.

Les difficultés confédérales se sont mesurées lors des élections à la Sécurité Sociale. Dans de nombreux cas le nombre des voix obtenues par les listes de la C. G. T. est inférieur au nombre de cartes prises à la section syndicale. Ce phénomène s'explique par le caractère quasi obligatoire de la cotisation dans certaines entreprises et par la déception des travailleurs. Une bonne partie d'entre eux s'est abstenue (malgré le vote sur place), l'autre a voté pour les textes de Mutualistes ou même pour la C. F. T. C. (qui a obtenu 6 voix dans l'immeuble même de la C. G. T. rue La Fayette).

Le déchet a été moins fort là où des listes d'ex-confédérés ont été présentées et offraient ainsi un exutoire au mécontentement (Var, Nord).

Sur le terrain syndical, dans de nombreuses unions départementales, les réformistes se sont raidis et ont livré bataille, non sans succès. Seule la région parisienne montre sur ce point une atonie complète. Force Ouvrière parle à nouveau des « conditions de l'unité » comme si celle-ci était à faire. Signe des temps : le recul aiguise les querelles intestines.

Quelques fédérations sont en état de scission larvée, comme les postiers, d'autres subissent une baisse d'effectifs très sensible. A cet égard les lamentations du trésorier de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne sont presque un cri de détresse : l'argent ne rentre pas.

Enfin, face à la C. G. T., la C. F. T. C. grâce à une démagogie habile, augmente son influence parmi les fonctionnaires et les employés, et prend pied dans les milieux ouvriers, rassemblant les éléments modérés de la classe ouvrière. Surtout la jeune C. N. T. prend de plus en plus figure d'organisation de masse et déclanche des mouvements couronnés de succès.

Certes les cadres confédéraux réagissent : La Vie Ouvrière publie chaque semaine des conseils judicieux sur la démocratie nécessaire, la tolérance des courants syndicaux. On revient à toute allure aux consultations de la base : référendum, vote secret.

Il est bien tard et il est fort probable que le point le plus bas n'est pas atteint. La C. G. T. est à la veille d'une crise et ne se relèvera que par le retour aux méthodes qui avaient fait sa force et qui sont seules capables de cimenter son unité. Dans le cas contraire, elle subira les contre-coups des événements internationaux et ira à l'impuissance provisoire en passant par la scission.

(4) Trois fois plus pour le même effectif de fond dans quelques puits du Nord.

## INSOMNIE ESPAGNOLE

Victor Alba (Ed. Franc-Tireur)

On meurt en Espagne, on meurt parce que la conjuration de puissants et sordides intérêts laisse Franco libre d'imposer la terreur.

Victor Alba, en quelques sobres tableaux, a su recréer la misère du peuple espagnol. Toutes les beautés du fascisme, nous les voyons fleurir : le mouchardage, le syndicalisme obligatoire, l'exploitation à vil prix d'une main-d'œuvre que les industriels engagent moyennant une ristourne aux troupes de choc du régime, tout y est.

Franco pense aussi à la santé morale de son peuple. Il enrégimente — pour les racheter — les fils des fusillés républicains et leur enseigne à haïr leurs aînés. Les leçons de cette tragédie valent aussi pour nous. Une profonde misère matérielle n'est point génératrice de conscience, mais d'abrutissement. Elle peut aboutir à une explosion destructive, pas plus.

L'appareil de répression de l'Etat est devenu si puissant que seule une contrainte extérieure peut l'abattre. Inutile de compter sur la bourgeoisie pour cela. Plus que jamais, il faut se répéter qu'abandonner une classe ouvrière à son oppression nationale, c'est lui retirer définitivement tout espoir de se libérer. C'est aussi donner aux forces rétrogrades le spectacle d'une passivité dont elles sauront profiter.

Puisse le témoignage de Victor Alba être entendu avant qu'il ne soit trop tard. M.

## UNE NÉCESSITÉ DE NOTRE TEMPS

# La Fédération démocratique européenne

par Michel COLLINET

IL y a plus de deux ans, quelques personnalités venues des mouvements de Résistance et des partis de gauche de différents pays, fondaient le Comité International pour la Fédération européenne. Ce Comité a suscité un peu partout de nombreux imitateurs. Il est difficile de les énumérer tous depuis celui qu'anime de sa fougue M. Winston Churchill jusqu'à celui pour les *Etats Unis socialistes d'Europe* qui tient ses assises à Paris en ce mois de juin 1947, en passant par l'U.E.F. du Dr Brugmans.

Tout l'arc en ciel politique, de la grande bourgeoisie conservatrice au prolétariat socialiste s'intéresse à l'avenir de l'Europe. Pourquoi s'en étonner ? La ruine de l'Europe est davantage la ruine d'une civilisation que celle d'une classe déterminée.

### L'Europe de 1848 est morte

La guerre de 1914, malgré son horrible immensité, fut encore une guerre bourgeoise, menée par les classes dirigeantes pour des buts capitalistes. Seules elles s'intéressaient à cette guerre ; les travailleurs sentaient plus ou moins confusément que ce n'était pas une affaire pour eux et s'ils se battaient avec courage et même avec acharnement, c'est qu'ils étaient habités par la peur. Les Russes se faisaient massacrer en obéissant à leur passivité ancestrale, les Allemands avaient peur des Russes et les Français, peur des Allemands ; et chaque combattant voyant en son voisin la cause de sa propre inquiétude, « préférant une fin effroyable à un effroi sans fin » n'attendait pour se rassurer sur son propre avenir qu'une victoire définitive sur son adversaire. Les ombres du siècle passé avaient envahi les peuples prostrés, Nicolas I<sup>er</sup>, le bourreau théocratique, Thiers, le bourgeois meurtrier...

Si l'empire du Tsar était en 1914 le maillon le plus faible de la chaîne des impérialistes, suivant l'expression de Lénine, il représentait aussi, depuis 1848, le point de départ de l'insécurité européenne ; la Révolution russe en faisant sauter le chaînon exorcisait les peuples du démon de la peur. Cette conséquence réelle de la Révolution d'Octobre coïncidait d'ailleurs avec le but avoué de Lénine : susciter les forces révolutionnaires, en finir avec les nationalismes bourgeois et réaliser l'unité socialiste et fédérative du continent. Il s'agissait, en somme, de modeler dans la matière vivante ce qui n'avait été qu'une abstraction doctrinale. Lénine, nouvel Ezechiel, allait-il rassembler les ossements desséchés de l'Internationale ? En attendant cet extraordinaire événement, que voyait-on surgir dans l'Europe centrale désemparée ? Les communes de Bakounine et de Proudhon, appelées soviets ou Conseils ? Les Habsbourg, les Hohenzollern s'écroulaient ; les nationalités opprimées se soulevaient, la démocratie se levait sur les débris des vieilles monarchies. Il n'était pas jusqu'aux vieilles thèses de Marx, rédigées dans un moment d'espérance illusoire en 1850, qui renaissaient de leur poussière, la

« Révolution permanente », la « dualité des pouvoirs bourgeois et prolétariens », etc.... L'histoire renaissait au point où la contre révolution monarchiste l'avait interrompue, elle reprenait dans sa diversité et sa confusion primitive. Il y avait le 1848 bourgeois, réveillé par les messages de Wilson et dont le programme tenait en deux mots : nationalité et démocratie. Il y avait le 1848 prolétarien qui s'exprimait par la voix de Rosa Luxembourg et qui criait : « Révolution permanente et commune ». Les révolutionnaires croyaient à la rédemption des hommes par les souffrances de la guerre et de la famine, mais sauf quelques natures d'élite, les hommes dégradés par la terreur et la misère fournissent en général, plus de candidats au profit que de martyrs à la révolution. Les révolutionnaires furent vaincus, autant par leurs illusions que par la répression des classes dirigeantes et des troupes d'occupation. Mais que l'on regarde une carte de 1919, il éclate aux yeux que les objectifs nationaux démocratiques de 1848 sont réalisés : la Pologne, la Tchécoslovaquie ressuscitées (il y aurait fort à dire sur la manière dont le principe des nationalités fut appliqué à la Slovaquie), la grande Yougoslavie, la grande Roumanie, etc... Seule la réunion de l'Autriche à l'Allemagne était écartée. Mais un délai de 70 ans est trop long pour exécuter un testament, fût-il politique !

Il est impossible de dire comment aurait évolué, au XIX<sup>e</sup> siècle, une Europe où la bourgeoisie libérale eût triomphé. Marx, dans le *Manifeste* en espérait un pas en avant dans la voie de l'unification mondiale, qu'il fondait sur la division internationale du travail et la libre circulation des marchandises. Sur ce terrain, il rejoignait les libre-échangistes britanniques, Cobden et Bright, tout en raillant leurs prophéties sur le « millénaire du coton ». Mais la paix qui repose exclusivement sur le commerce libre suppose, entre États, un accord tacite maintenant une intelligente division du travail, en particulier une division constante entre États manufacturiers et États agricoles. L'indépendance nationale, but exclusif du nationalisme, n'étant pas garantie en l'absence de toute industrie (en particulier d'industrie de guerre), celui-ci est un facteur politique d'industrialisation et, par conséquent, de protectionnisme. Le nationalisme, appuyé sur des forces militaires, a vite fait de rejeter la démocratie, devenue pour elles une entrave, car la démocratie a davantage besoin de beurre que de canons. On comprend mieux aujourd'hui pourquoi Proudhon se méfiait tant des idéologies nationalistes.

Ainsi, ce qui était déjà contradictoire au XIX<sup>e</sup> siècle, quand dominait presque partout la propriété foncière, devait l'être bien davantage au lendemain du traité de Versailles dans une Europe industrialisée. Et l'absurdité du traité apparaît dans le fait d'avoir « balkanisé » des espaces économiques unis comme l'était l'ancienne Autriche-Hongrie par exemple. Ce qui était un progrès au siècle dernier par rapport aux monarchies féodales, devenait une régression en notre siècle, par rapport aux monarchies capitalistes. Le traité de Versailles (1), ayant négligé systématiquement une organisation fédérale même simplement économique du continent, la transformation des nationalismes politiques en nationalismes économiques, était inévitable. La crise agraire puis la crise industrielle de 1930 contribuèrent à éliminer les vestiges de démocratie qui subsistaient encore, à jeter les bases de fascismes locaux qui devaient faciliter le travail postérieur de Hitler et Mussolini.

Que restait-il donc des espérances que les combattants de 1914 avaient douloureusement entretenues sur la « dernière des guerres » et l'organisation de la sécurité ? Rien, en dehors de la fiction juridique représentée par la S.D.N., incapable, dans une Europe hypernationaliste, d'organiser la sécurité, l'arbitrage et le désarmement ! La S.D.N. permit cependant de démontrer qu'aucune organisation européenne démocratique n'était possible sans le consentement de l'Angleterre. On se rappelle que celle-ci enterra proprement la fédération européenne de Briand qui faisait une part trop belle à l'industrie allemande. L'Europe sans l'Angleterre, serait d'ailleurs, qu'on le veuille ou non, centrée sur l'Allemagne, seul grand pays industriel du continent. (Hitler a essayé de la faire par la conquête et la terreur, mais il n'aurait pu la consolider qu'après l'anéantissement de l'Angleterre.)

Ainsi, l'Europe démocratique, asile du libéralisme politique et économique,

(1) J'englobe sous ce nom l'ensemble des traités signés à Versailles, St Germain etc....

l'Europe héritière de 1848, agonisait à l'avènement d'Hitler et disparaissait après les victoires nazies. Mais disparaissaient en même temps sa position dans le monde, son rôle de phare dans la civilisation, son prestige auprès des peuples d'outre-mer. L'Europe ruinée de maintenant, ne retrouvera plus sa situation de conductrice exclusive de la planète. Des mondes nouveaux sont nés à ses côtés et la seule ambition à quoi elle puisse prétendre, c'est de ne pas servir de proie à ses voisins. Il n'y a donc aucune route qui puisse s'inspirer des solutions d'autrefois. Malgré les apparences idéologiques, on ne ressuscitera ni l'Europe de 1848, ni celle de 1920.

### Les Moteurs de l'Histoire

Les luttes de classe sont un fait historique que Marx n'a pas inventé comme le croient les défenseurs des privilèges. Des historiens comme Guizot, des socialistes comme Considérant, avaient remarqué ce phénomène avant lui, mais ç'avait été pour le considérer comme une maladie sociale qu'il faut éliminer pour guérir la société. Ce qui distingue Marx des socialistes de son époque, c'est l'affirmation que la lutte des classes est au contraire le phénomène normal, un témoignage de santé dans une société où les conditions matérielles et morales de vie sont différenciées. Les luttes de classes sont le moteur de l'histoire et celle-ci n'est que le récit de celles-là. Telle est la thèse du *Manifeste communiste* ! Sous cette forme brutale et tranchée qui a l'air de ramener tous les phénomènes sociaux à une cause unique, elle est évidemment inexacte. Dans une certaine mesure, la société peut être considérée comme formée de couches stratifiées, les classes sociales (cette division correspond à la conception marxiste). Les luttes de classes ont lieu entre ces couches dans le sens vertical et leurs résultats politiques se mesurent au fait que l'ordre ou la nature des couches se sont modifiés. Cette description peut paraître suffisante aux époques où la société en question est, ou suffisamment isolée, ou suffisamment forte pour n'avoir pas à redouter l'intervention des sociétés voisines. Elle est tout à fait inopérante pour analyser les chocs militaires entre deux groupes sociaux, c'est-à-dire des événements qui, le long des âges historiques, bouleversèrent les civilisations et leurs structures de classe. C'est ainsi que, pendant plus de quarante siècles, le développement de l'humanité a été déterminé par la lutte entre peuples nomades et peuples sédentaires. La destruction des civilisations sédentaires avec leurs classes sociales, et sur leurs ruines, l'évolution des nomades conquérants en sédentaires, qui, à leur tour, subissaient de nouvelles dominations, ce mouvement pendulaire suffisait à justifier la croyance de Platon en un cycle éternel de l'humanité, celle-ci repassant toujours et successivement par des phases analogues. Les temps modernes ont supprimé les invasions nomades et promu les techniques dont le développement à sens unique ne permet plus d'envisager une évolution du type cyclique (la spirale constitue aujourd'hui une meilleure image que le cercle) ; mais ils n'ont pas supprimé les conflits, que pour les distinguer des luttes de classes nous pouvons appeler des *conflits horizontaux* : guerres féodales, guerres dynastiques, guerres commerciales, guerres nationales, guerres impérialistes et, pour terminer, guerres d'existence. — Ces conflits ont lieu entre des puissances ayant chacune leurs classes et leur structure hiérarchisée ; ils forment la trame où s'inscrit l'histoire humaine.

Comment ne pas considérer comme fait immense l'anéantissement total par les nomades doriens de la civilisation égéenne vingt fois séculaire ! Elle ne survit qu'à l'état de légende dans les poèmes homériques et quand on la retrouve, il y a quarante ans, on est incapable d'en déchiffrer l'écriture ! Comment ne pas considérer comme capitaux des événements tels que l'installation des Arabes en Espagne, celle des Turcs en Europe ou les dévastations amenées par la guerre de Trente ans en Allemagne ! Plus près de nous, le sort de notre continent et peut-être du monde n'ont-ils pas été entièrement liés à la victoire ou à la défaite militaire d'Hitler ?

Pourquoi donc Marx n'a-t-il parlé que de luttes de classe, et laissé dans l'ombre les conflits de puissance ? C'est que Marx, à la suite de Saint-Simon, voyait dans le développement de la production capitaliste la division croissante du travail et la multiplication des échanges, des facteurs de pacification internationale. N'a-t-il pas écrit dans le « Manifeste » : *Au désespoir des réactionnaires, elle (la bourgeoisie) a enlevé à l'industrie sa base nationale ?* Singulier optimisme au moment même où,

en Allemagne, à la veille de son unification, l'industrie nationale du bassin de la Ruhr prenait son essor !

Cependant Marx n'avait pas complètement tort à son époque ; de 1815 à 1914, l'Europe n'a connu que des guerres locales dont aucune ne mettait en question la structure des classes sociales. Le XIX<sup>e</sup> siècle fut réellement le siècle de la lutte des classes, et en même temps, celui d'une société en pleine ascension où les conflits de puissance se réduisaient à des escarmouches d'avant-garde. Seule, aux frontières de l'Europe, la Russie faisait exception, et ignorant la lutte des classes, se présentait comme imperméable à toute idéologie libérale. C'est pourquoi Marx, hanté comme tous les autres démocrates par la menace russe, préconisait la guerre d'une Allemagne démocratique contre Nicolas I<sup>er</sup>. Sa russophobie était si grande qu'elle s'appuyait parfois sur des arguments tirés de l'arsenal pangermaniste le plus réactionnaire. Contre le mouvement d'émancipation tchèque, qu'il soupçonnait à tort de faire le jeu du tsar, il écrivait dans la *Nouvelle gazette rhénane* : « Il est inadmissible de donner l'indépendance aux Tchèques car alors l'est de l'Allemagne aurait l'apparence d'une niche de pain rongée par les rats ».

Cela prouve que, même chez Marx, la tradition pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants (K. Marx). Mais, ce qui importe, c'est que dans les circonstances où la lutte des classes est étouffée, le moteur de l'histoire reste le conflit des puissances.

Cette considération ne fut donc pas étrangère à l'activité, sinon à la pensée théorique de Marx, et si Marx envisage facilement une guerre préventive contre la Russie, c'est uniquement parce que le peuple russe était incapable d'agir suivant ses intérêts propres et suivant les intérêts de ses frères d'Europe en empêchant la Sainte Alliance de rétablir l'absolutisme en Allemagne. Mais peut-être, les démocrates allemands auraient-ils voulu par la guerre révolutionnaire se substituer au peuple russe défaillant, consommer la révolution par les baïonnettes au lieu et place de la révolution populaire ?

Les illusions de 1792 sont tenaces, et les promoteurs de la Révolution d'Octobre n'y échappèrent pas lors de la guerre polono-russe de 1920. Dans l'Europe de nos jours, où la lutte de classe gît sous les ruines accumulées par le fascisme et la guerre, la « Révolution par en haut » est la mode, surtout dans la zone soviétique. On peut prédire à coup sûr que si l'Europe orientale se réveille un jour, elle en conservera sans doute quelques réformes, mais elle n'en saura aucun gré à l'occupant militaire qui les aura imposées.

### La « solution » fasciste

Si les révolutions sociales, qui sont la conséquence des luttes de classes, bouleversent l'ordre des couches ou même détruisent certaines d'entre elles, les conflits de puissance peuvent arriver au même résultat. Les invasions aryennes dans l'antiquité créaient dans les sociétés vaincues de nouvelles hiérarchies de classe. Aujourd'hui, l'occupation soviétique aboutit en Allemagne orientale à la liquidation des junkers ; tandis qu'hier les hitlériens détruisaient en Pologne, Juifs et bourgeoisie libérale.

La grande guerre ne pouvait, par elle-même, amener des bouleversements sociaux. Bien au contraire, la bourgeoisie des pays alliés n'avait qu'un seul souci, sauver l'existence de la bourgeoisie des empires centraux, et dans ce but, elle cherchait à réaliser par la protection de ses baïonnettes, ce que la révolution de 1848 avait été incapable de faire par le déclenchement de la lutte des classes, la victoire du « juste milieu » sur les forces monarchiques et prolétariennes. Ses efforts auraient été couronnés de succès si elle avait réussi à détruire les soviets russes, mais ce succès aurait été de courte durée. Ce n'est pas en effet sous les coups du prolétariat que se sont effondrés un à un les régimes démocratiques ; ils ont succombé au fait qu'une structure politique nationale qui eût été progressiste en 1848 était devenue profondément réactionnaire en 1920. Le formidable progrès des forces productives aurait dû faire sauter les frontières nationales, la crise économique gagnant les Etats européens, ces mêmes parlements qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, étaient les sanctuaires du nationalisme adolescent, en devenaient les centres de décomposition. La solution des problèmes sociaux n'étant pas à la portée des bourgeoisies nationalistes, elles se

devaient, pour conserver l'illusion de leur indépendance, de détruire les libertés démocratiques qui laissaient aux travailleurs la possibilité de dénoncer l'absurdité de leur régime.

Une Europe capitaliste unifiée à la manière des Etats-Unis d'Amérique n'eût pas plus que celle-ci, empêché l'éclatement de la crise économique ; mais elle en eût certainement évité les répercussions nationalistes et fascistes. Si la crise européenne eût impliqué des conséquences révolutionnaires, celles-ci se seraient alors manifestées sous forme de lutte des classes, et non sous forme de conflits de puissances. Nous aurions pu relire le « Manifeste Communiste » et nous pénétrer d'une sainte admiration pour le génie prophétique de Marx. Mais Marx ne pouvait pas, en plein siècle de luttes de classe, prévoir les régimes totalitaires ! L'absence de luttes de classes, la structure nationaliste atomisant le mouvement ouvrier, la seule issue à la crise ne pouvait être que dans l'unification de l'Europe sous la botte du fascisme.

### Le régime totalitaire et les classes sociales

Par régime totalitaire, il nous faut comprendre, malgré leurs oppositions formelles d'origines, le régime actuel de Staline et feu le régime d'Hitler. La révolution russe était née comme révolution du XIX<sup>e</sup> siècle dans un pays dont la structure sociale rappelait celle de l'Allemagne de 1848. Les travailleurs russes et leurs frères allogènes, élaborèrent des soviets, des communes, des artels, etc., sur les ruines de la bureaucratie tsariste et de la propriété privée capitaliste. La destruction de l'appareil d'Etat, le remplacement de la police par le peuple armé, la Russie devenant le levain de l'Europe, les idées libertaires de Bakounine triomphaient en 1917, même quand elles étaient formulées par des marxistes ! Mais elles ne triomphaient pas longtemps, la dictature jacobine du Parti communiste se substituant progressivement à la démocratie soviétique ! Ce qui reste de démocratie se concentra dans le parti unique et, à partir de 1930 disparut pratiquement, le parti devenant alors l'organe de transmission d'un secrétariat dictatorial.

A cause de ses origines, la dictature stalinienne exploite des formules tirées de l'arsenal socialiste démocratique traditionnel. La destruction des vieilles classes de la société bourgeoise lui permet d'affirmer que la Société soviétique ne connaît pas de classes.

Par un processus historique très différent, parfaitement conscient de ses buts politiques, le national socialisme proclamait qu'il avait réalisé l'unité complète du peuple allemand. L'unité populaire est une formule essentielle du credo totalitaire. Credo plus franc chez Hitler, plus hypocrite chez Staline où il faut le concilier avec les souvenirs prestigieux d'une Révolution libertaire adroitement étranglée. Dans l'un et l'autre cas, l'unité nationale n'est qu'une apparence : la société soviétique est composée de multiples strates sociales très différenciées depuis le haut fonctionnaire jusqu'au manoeuvre ou kolkozien pauvre. En Allemagne, le paradoxe était encore plus grand, puisque les anciennes classes de la société bourgeoise subsistaient dans le 3<sup>e</sup> Reich. Il y a des classes dans le régime totalitaire, mais il n'y a pas de luttes de classes au sens marxiste, c'est-à-dire politique du terme. Pour expliquer ce vide, ce silence macabre, on invoque à juste titre la terreur policière, les assassinats et les camps de concentration, mais cela ne suffit pas à qualifier un régime. Dans l'histoire, de nombreux régimes despotiques ont utilisé la police (avec des raffinements « techniques », moins perfectionnés, il est vrai, que dans le 3<sup>e</sup> Reich et l'U.R.S.S.) ; mais la police était au service de classes dirigeantes déterminées. Quelle est donc la classe dirigeante des régimes totalitaires ? Question terriblement embarrassante pour ceux qui veulent à tout prix, expliquer notre siècle avec le langage et les conceptions héritées du siècle dernier ! Les marxistes disaient du 3<sup>e</sup> Reich, les uns que c'était la dictature du capitalisme financier, les autres que c'était celle des classes moyennes appauvries. Aucune de ces interprétations, parfaitement contradictoires pour un marxiste orthodoxe, n'est fautive, mais aucune ne peut servir à la description du régime nazi. Si on se tourne vers l'U.R.S.S., l'interprétation devient cocasse. Le stalinien déclare sans rire qu'on réalise la dictature de classe du prolétariat, cela dans une société sans classes !! Etrange dictature que celle d'un prolétariat dépourvu de tout droit poli-

tique et syndical réels et qui pratiquerait sur lui-même l'autopunition ! Et même, si l'on trouve du goût à cette logomachie, comment à partir de descriptions sociales si différentes, peut-on expliquer l'extraordinaire ressemblance politique des régimes nazi et stalinien. M. Burnham a tenté l'explication par sa théorie de la révolution directoriale. Dans le domaine économique, sa théorie trop schématique contient un grand fond de vérité, mais empruntant le langage marxiste, Burnham pense que les directeurs et techniciens étant les dirigeants de l'économie sont nécessairement les maîtres de l'Etat. Thèse fautive, si on se souvient que les bureaucrates nazis ou staliniens ont été soumis à la terreur politique et policière comme le dernier des manœuvres !

*Ce qui sépare ces régimes de la société bourgeoise est que le rôle politique moteur n'y est pas dévolu aux classes sociales, mais a une organisation politique unique, le Parti. Le Parti totalitaire n'a de commun que le nom avec les partis traditionnels de la démocratie bourgeoise. L'individu y est complètement absorbé ; ses actes, ses sentiments, ses pensées, ne doivent s'exprimer que dans la mesure où ils sont conformes au dogme politique et intellectuel que le parti juge utile de formuler. Le ciment qui lie les membres du parti entre eux et avec la direction hiérarchique n'est pas l'intérêt de classe (contrairement à ce que pensent beaucoup de gens, le parti communiste russe n'est pas un parti de classe; bien que les bureaucrates y forment la majorité, il y a cependant un pourcentage non négligeable de prolétaires et de kolkhoziens dans les rangs, mais très faible dans les organismes dirigeants) ; le ciment est d'une part le privilège qui confère à chacun des membres la possession en propriété privée d'une parcelle, si minime soit-elle, du pouvoir d'Etat (1) et d'autre part, le fanatisme idéologique élevé à la hauteur d'une religion sociale.*

Aucun de ces deux éléments ne peut être négligé mais le deuxième n'existait guère dans les dictatures bonapartistes du passé. Le fanatisme qu'il se définit par l'exaltation raciste, ou par un marxisme divinisé se substitue à des idéologies réalistes ayant leurs sources dans les rapports sociaux et qui composent l'opinion publique des démocraties bourgeoises. Véritable caste sacerdotale hiérarchisée, le Parti totalitaire pénètre les tissus du corps social et son rôle historique se comprend alors aisément : par sa présence tentaculaire, il empêche les différentes classes de se constituer comme telles et partant d'agir ; il atomise la classe des directeurs comme celle des ouvriers, il dépersonnalise chaque individu en l'empêchant de se créer un milieu propre, même intime et en conditionnant ses réflexes par la propagande. Marx en son siècle, voyait dans l'Etat un appendice de la Société, l'appareil politique de la classe dirigeante. Dans l'univers totalitaire, la société est d'autant plus absorbée par l'Etat (2) que la propriété privée n'y existe plus ; et, quand les apologistes disent : l'U.R.S.S. est une société sans classe, on peut préciser et dire que l'U.R.S.S. est un Etat sans société, et où les classes définies économiquement n'existent qu'à l'intérieur de l'Etat, comme classes de l'Etat. « Mais, diront les ignorants, n'est-ce pas là la société socialiste intégrale ? » C'en est exactement le contraire ; celle-ci se définissait chez tous ses théoriciens, de Saint-Simon à Bakounine en passant par Marx, par la disparition de l'Etat, sa dissolution au sein du corps social et par l'émancipation de l'individu délivré des sujétions de classe.

### Socialisme national ou misère nationalisée ?

De ce qui précède concernant les régimes totalitaires, on voit combien hétérogènes étaient les adversaires de la dernière guerre. Cela suffit à la différencier profondément de la première ou, comme nous l'avons déjà dit, la défense nationale permettait encore dans une très faible mesure, il est vrai, les luttes de classe. Au contraire, le 3<sup>e</sup> Reich se présente en 1939, comme un bloc sans fissure, et son pacte avec l'U.R.S.S. le rend invincible pratiquement. L'asservissement des nations européennes au nazisme supprime chez elles toute lutte de classe. La lutte de l'opprimé contre l'opresseur devient une lutte spécifiquement nationale et, par une ironie

(1) Marx pour qualifier le despotisme de Napoléon III disait de lui : « Qu'il se voit contraint de créer à côté de véritables classes de la société une caste artificielle pour laquelle le maintien de son régime devient une question de couteau et de fourchettes. »

(2) L'univers concentrationnaire décrit par David Rousset est un microcosme de l'univers totalitaire.

dialectique de l'histoire, c'est au moment où Hitler liquide par la force les nationalismes européens, revenant d'un monde périmé, que ces nationalismes se réveillent à nouveau et se chargent, cette fois, d'un contenu populaire ! L'écrasement de Hitler signifie donc, à cent ans d'intervalle, un nouvel épanouissement du nationalisme démocratique. Mais cet épanouissement est sans issue. Nous avons vu que ce qui eût été, il y a cent ans, une étape dans une évolution normale des rapports sociaux, n'était déjà plus, en 1920, qu'une féodalisation réactionnaire. Aujourd'hui, l'Europe balkanisée est plus invivable qu'en 1920. La multiplication des frontières politico-économiques est incompatible avec le niveau des forces productives mondiales. Or les difficultés d'il y a trente ans sont aggravées par la disproportion considérable entre les forces productives misérables, en partie détruites, des Etats européens et les forces productives américaines. Chaque Etat dépourvu de devises solides se barricade derrière ses frontières et institue le monopole gouvernemental du commerce extérieur. On trouve parfois des socialistes qui voient en ces mesures le dernier mot du progrès social. Il est malheureusement impossible d'y voir autre chose qu'une mesure de détresse pour sauver le pouvoir d'achat de la monnaie nationale. Le résultat le plus clair en est une sorte de mise en conserve de la misère. Si le socialisme ne servait plus qu'à entretenir la pauvreté, alors adieu le socialisme ! Mais ce n'est pas tout, cet entretien de la misère au jour le jour représenterait encore la perspective la plus optimiste. Il faut renouveler les forces productives qui s'usent et, par ailleurs, reconstruire les régions dévastées ; il faudrait donc encore comprimer une consommation déjà très médiocre et orienter une maigre production vers les biens d'équipement. Une telle politique qui frapperait chaque citoyen dans son niveau vital nécessiterait, chez les peuples épuisés, un immense héroïsme en même temps qu'une terreur gouvernementale rappelant les plus mauvais jours de la dictature totalitaire. Il suffit de se souvenir du sort effroyable des Russes pendant le premier plan quinquennal, pour se faire une idée de ce qui adviendrait des citoyens de chaque nation, en tenant compte de ce que la plupart d'entre elles ne possèdent pas les richesses agricoles ou minières de l'U.R.S.S. Qu'on imagine un instant la France divisée en une trentaine de provinces possédant chacune sa monnaie, ses douanes et obligée d'équilibrer sa balance des comptes. Nous avons, avec le désordre du ravitaillement, un avant-goût de ce qui arriverait alors sur tous les plans de l'activité humaine ! Ni les marchandises, ni le crédit ne circuleraient sans soulever d'insolubles problèmes de transferts ou sans aboutir à une exploitation usuraire d'une province par une autre. L'Europe moderne, croupissant dans ses ruines, nous fournit cette image.

Allons encore plus loin, et supposons que des Etats européens en toute « indépendance » (c'est ici que gît l'hypothèse improbable !) s'orientent résolument vers une économie socialiste. On ne voit pas le remède qu'une socialisation, même intégrale, apporterait à l'état de choses présent. Le régime serait condamné, comme avant, à épargner sur le minimum vital et à défendre un impossible équilibre de la balance des comptes ; la « civilisation » qui en résulterait rappellerait celle de l'anabaptiste Jean de Leyde établit dans sa ville de Munster en 1531. Les hommes comme les chevaux se battent devant les rateliers vides et, circonstances aggravantes sur les malheureux quadrupèdes, s'adonnent en plus aux pires folies mystico-politiques !

### La déchéance sociale et politique de l'Europe

Nous venons de voir l'impossibilité pour chaque nation européenne de surmonter isolément sa misère économique. Mais les problèmes entre nations ne se posent plus seulement en termes de concurrence, ils se posent aujourd'hui en termes d'existence. La Pologne fut dans l'histoire le symbole d'une nation détruite aspirant à vivre ; on peut dire que, sur un autre plan, la plupart des nations européennes sont en train de se « poloniser ». Si la ruine matérielle provoque la déchéance politique, une autre cause l'accélère à une vitesse effrayante : l'Europe est devenue une position stratégique dans le conflit mondial qui oppose l'U. R. S. S. aux U. S. A. On ne comprendrait rien à notre époque si l'on négligeait l'aspect politico-stratégique des problèmes internationaux. On a pu dire que XIX<sup>e</sup> siècle était celui de l'économie, c'est-à-dire celui où les forces économiques devenaient déterminantes

dans les relations politiques (1). Cette conception commune aux libéraux et aux marxistes prenait sa source dans l'optimisme provoqué par le développement de l'industrie. Si, en suivant le marxisme, on la pousse logiquement dans toutes ses conséquences elle implique la théorie de la lutte des classes (chaque classe étant mue par ses intérêts économiques), et la théorie marxiste de l'Etat, appareil politique de la classe économiquement dirigeante. Mais cette conception à laquelle on réduit trop souvent par dogmatisme le matérialisme historique n'a de sens que si les forces productives échappent à la volonté humaine et deviennent une manifestation du destin. Or, il est clair qu'au XX<sup>e</sup> siècle, le problème tend à se retourner. A la suite des régimes totalitaires, les pays démocratiques ont instauré des économies plus ou moins dirigées et nul doute que, pendant la guerre, tous les belligérants n'aient utilisé et suscité au mieux de leur stratégie les moyens économiques dont ils pouvaient disposer. La guerre signifiant aujourd'hui l'existence ou la disparition des Etats comme tels ; la manœuvre politico-stratégique devient déterminante dans la recherche et l'orientation des forces productives. La direction consciente se substitue aux automatismes statistiques, le jeu d'échecs succède au baccarat. Le XX<sup>e</sup> siècle est le siècle de la politique.

La possession du pouvoir d'Etat devient ainsi une fin en soi, et l'Etat autrefois simple flic au service des forces productives, devient leur maître tout puissant. Cette évolution conforme d'ailleurs à un matérialisme historique largement conçu rend caduques les tactiques élaborées au siècle dernier. L'Etat dépréssant de Marx, c'était l'Etat libéral auquel la conquête du pouvoir par le prolétariat devait arracher ses griffes bureaucratiques et policières. Aujourd'hui, sur les ruines de l'Etat libéral s'élève l'Etat bureaucratique à tendance totalitaire. La « conscience de la nécessité » ce n'est plus le saut dans la liberté cher à Engels, mais le saut dans la servitude résignée ou enthousiaste selon l'abrutissement ou la perversion des masses populaires. L'hypertrophie de l'Etat est, soit cause, soit effet, proportionnelle à la baisse terrifiante de la moralité humaine. La « lex suprema » de l'Etat divinisé anéantit l'individu qui sous les régimes les plus despotiques, vivait jusque-là sur un fond de morale chrétienne plus ou moins complétée par les « droits de l'homme ». Les guerres totales et la marée totalitaire, en saccageant la civilisation transforment l'homme de fin en moyen, et l'Etat de moyen en fin.

Rome avait connu une couche sociale parasitaire, la plèbe, qui au lieu de produire pour la société, se faisait entretenir par elle. L'existence de la plèbe avait comme contrepartie celle des esclaves sur qui reposait en dernier lieu la charge de la production. Les historiens sont unanimes à voir dans cette structure de Rome, la cause profonde de sa déchéance. L'Europe moderne, depuis trente ans voit se multiplier les signes d'une décomposition analogue. La première guerre d'abord, en militarisant chaque nation, a créé les germes d'une société où se mêlent esclaves résignés et plèbe soldatesque. La crise capitaliste ensuite et les régimes fascistes qui en sortirent ont accentué ces traits ; les prolétaires ont été transformés en esclaves et les petits bourgeois paupérisés en plèbe où l'Etat totalitaire a puisé les éléments de sa garde prétorienne. De nos jours la ruine et la misère ont arraché à la production des millions de personnes qui vivent du trafic d'influence, de l'échange légal ou illégal et qui se bousculent aux portes de l'Etat. Comme un excédent de globules blancs circulant dans le sang, la présence dans l'organisme social d'un excédent de parasites dont la fonction économique est indéterminée, est un signe d'infection. Aucune classe n'est préservée de cette pourriture : dans la danse des milliards, il y a de petits larcins ; à côté des pots de vin, il y a les pourboires ! L'esprit plébéien et l'esprit servile se combinent dans chaque classe, suscitant une agitation souvent désespérée, toujours stérile dans ses contradictions, hostile à l'Etat et finalement soumise à l'Etat.

Cette funeste stagnation, où se diluent également le scandale et la révolte est encore aggravée par les méthodes instaurées depuis vingt ans dans la classe ouvrière par le Parti communiste : mensonges, escroqueries au mandat, mépris de la dignité humaine, culte servile des « chefs », démagogie opportuniste, absence totale de doctrines et de perspectives ! Sur le plan de la tactique à laquelle tout est sacrifié, ce parti n'a réussi qu'à s'assimiler, en les perfectionnant, les pires trucs parlementaires

(1) Se rappeler la formule : la politique, c'est de l'économique concentré

des politiciens les plus usés de la III<sup>e</sup> République ! Ainsi la classe ouvrière qui fut, pendant un siècle porteuse des valeurs humaines les plus hautes, et dont les luttes amenèrent les plus grands progrès historiques, est aujourd'hui en majorité, subjuguée et paralysée par une « machine » politique dont les buts d'asservissement ne peuvent être comparés qu'à ceux des pouvoirs totalitaires présents et passés.

Tel est le pestilentiel marais où se débattent la plupart des nations européennes ! Au milieu d'elles l'Allemagne (*Où pourrit dans les joncs tout un léviathan*) est le néant réalisé : l'Etat totalitaire y a détruit la société et la guerre y a détruit l'Etat ! La misère, le chaos, la démoralisation créent sur notre continent un vide où peuvent s'engouffrer la dictature totalitaire et la guerre impérialiste.

## Un mythe : L'indépendance de l'Europe

Le critère de l'indépendance politique pour une nation est certainement de pouvoir régler elle-même sa structure sociale sans crainte de succomber sous les coups d'une intervention étrangère. C'est vrai dans un pays qui est la plus forte nation du monde, comme l'était la France de 1789, comme le sont les U. S. A. aujourd'hui ; mais c'est vrai aussi dans un pays faible qui peut profiter de circonstances exceptionnelles ; tel fut le cas de la Russie en 1917 développant sa révolution au milieu du conflit des impérialismes. Tel n'est pas le cas des nations européennes : le continent est à la merci d'une entreprise impérialiste et seul l'antagonisme russo-américain crée en Europe occidentale un état d'équilibre précaire présentant une apparence de démocratie. Les coalitions de partis se neutralisant sur le plan parlementaire réalisent l'ordre par l'inertie ; mais il est permis de douter que cet état de choses puisse durer longtemps. La lutte de classes peut se déclencher à nouveau (au moment où ces lignes sont écrites, une vague de grèves se répand en France) mais elle ne peut arriver à sa conclusion politique, la Révolution Socialiste, sans provoquer un terrible conflit militaire. En France, en Italie, une victoire prolétarienne serait, dans le cas présent, monopolisée par le Parti communiste, c'est-à-dire par l'impérialisme stalinien. Inutile de dire qu'une telle « révolution » serait sur le plan social la plus monstrueuse duperie de l'histoire. Nous connaissons assez les gens du P. C. pour savoir que leur dictature s'exercerait en premier lieu sur les ouvriers et intellectuels révolutionnaires ou même seulement indépendants, et qu'ils feraient toutes les contorsions possibles pour, à l'instar de ce qui se passe en zone allemande soviétique, gagner les réactionnaires à leur cause, c'est-à-dire à l'intérêt stratégique de l'empire stalinien en marche vers l'Atlantique. Les U. S. A. qui ont fait la guerre à Hitler pour le repousser de l'Atlantique, y toléreraient encore moins la présence de Staline ou de ses satellites. La pseudo « révolution » stalinienne serait vite étranglée avec l'aide des Anglo-Saxons, mais la classe ouvrière et même le peuple français dans son ensemble encaisseraient les coups destinés en principe au seul P. C. Telle est la mesure de l'asservissement de la France (et de n'importe quel autre pays occidental) qu'un problème de luttes de classe se transforme immédiatement en un conflit de puissances impérialistes. Quant au P. C. son asservissement à la politique russe est mesuré par l'épaisseur du masque démocratique dont il couvre ses conceptions totalitaires !

« Mais, diront les apologistes de Staline, cela n'est-il pas normal ! La Russie soviétique luttant contre l'Amérique capitaliste, c'est la lutte de classes qui continue sous d'autres formes. » Nous avons déjà montré que la Russie est un pays totalitaire qui n'a plus rien de socialiste sauf l'étiquette qu'elle se donne elle-même. Hitler aussi définissait la guerre mondiale comme une lutte sociale entre puissances « prolétaires » et puissances « ploutocratiques », mais avec Marx, rappelons qu'« il faut distinguer dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis, leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité ». (18 Brumaire.) La politique impérialiste de l'U. R. S. S. en Europe et en Asie est démontrée par le fait que Staline a repris à son compte l'expansion slave chère aux tsars. Puissance industrielle dépourvue de moyens financiers et ravagée par la guerre, elle fait main basse sur les richesses des pays satellites ; utilisant la technique de la Révolution par en haut, elle impose des gouvernements à sa dévotion ; et quand elle n'y réussit pas le guépéou se charge, comme en Hongrie,

de détruire brutalement la souveraineté parlementaire. Hier, c'étaient les annexions par la force des territoires polonais, baltes et allemands et le transfert massif de populations déportées ! Ces méthodes sont inspirées de celles d'Hitler et non des buts internationaux de la Révolution russe. Pour ceux qui ont la mémoire courte, rappelons ce que disait Lénine en avril 1917 (O. C. T. 20, p. 324) : « Il faut devenir fou pour continuer la politique du tsar Nicolas... Il fut un temps où Alexandre I<sup>er</sup> et Napoléon I<sup>er</sup> échangeaient des peuples, où les tsars traquaient la Pologne. Et nous continuerions cette politique des tsars ? Ce serait un renoncement à celle de l'Internationalisme, ce serait du chauvinisme de la pire sorte » et Staline lui-même qui écrivait dans la « Question nationale » : « Personne n'a le droit de s'immiscer par la violence dans la vie des nations, d'anéantir ses écoles et autres institutions, de briser ses mœurs et habitudes, d'entraver l'emploi de sa langue, de diminuer ses droits ».

Ainsi l'Europe, et plus exactement l'Europe occidentale, est coincée entre le marteau soviétique et l'enclume américaine. Il n'est pas un événement social dans chaque pays qui ne soit déterminé ou déformé par le conflit mondial des deux grands. Mais cette subordination est d'autant plus forte que sont insolubles les problèmes économiques et politiques de chaque pays. Les chances qu'a l'Europe de survivre comme civilisation originale sont faibles ; elles seraient nulles si l'Europe ne pouvait s'unifier.

### Le dernier espoir de l'Europe

La tâche historique de réaliser l'unité européenne est depuis trente ans au moins à l'ordre du jour. La Révolution socialiste européenne, selon l'idée de Lénine échoua en 1920. La fédération capitaliste de Briand échoua en 1930. L'empire hitlérien s'écoula en 1945, mais la tâche reste la même et l'importance mondiale de la civilisation européenne diminue sans cesse au profit des Etats continents d'U.R.S.S. et d'Amérique. Peut-être n'est-il pas trop tard pour la réaliser pacifiquement par des méthodes démocratiques ? Mais il est certainement trop tard pour construire une Europe capable de faire front simultanément aux deux grandes puissances. L'Europe ne se réalisera pas sans l'aide du capitalisme américain. On peut regretter qu'elle ne vienne pas au monde comme Fédération socialiste dans l'embrassement d'un 1848 prolétarien. A ce fait, on peut mesurer l'effroyable responsabilité du communisme dirigé par Staline ; aucun « Dnieprostoï » ne peut compenser cela ! L'idée européenne ne rencontre nulle part plus d'hostilité qu'en U. R. S. S. Moscou feint de croire qu'une Fédération européenne serait nécessairement une ennemie. Rien au contraire ne permet de penser qu'un régime décentralisé contenant en lui des peuples de langues et d'origines différentes puisse être un péril militaire pour son voisin. Bien au contraire, ce qui est à craindre *a priori*, ce serait la faiblesse d'un tel régime où des forces centrifuges considérables existeraient et où seule une élévation très sensible du niveau de vie des peuples pourrait maintenir une certaine unité ; ce qui est à craindre en réalité c'est qu'un tel régime nécessairement pacifiste ne puisse résister aux possibilités d'agression et de désagrégation de l'impérialisme soviétique. La campagne de l'U. R. S. S. contre l'Europe a encore moins de valeur que le thème de l'encercllement râché par Hitler autrefois. La vérité est que le chaos européen favorise l'expansion slave. Ayant séparé l'Europe en deux, l'U.R.S.S. a pratiquement colonisé la partie orientale, et réalisé sous sa domination ce qu'elle interdit à la partie occidentale de faire librement. Or c'est une tradition dans les gouvernements totalitaires de prêter aux autres ses propres intentions : méprisant elle-même la démocratie, l'U.R.S.S. est convaincue que l'Europe ne peut être qu'une machine antidémocratique et antisoviétique. C'est pourquoi elle donne l'ordre aux partis communistes d'en détourner la classe ouvrière à n'importe quel prix. Il est cocasse et odieux de voir les partis communistes se faire les héritiers des Maurras de tous les pays, vanter les charmes du nationalisme et se révéler les artisans et profiteurs du chaos. Hérésie historique complètement réactionnaire, cette politique est une véritable trahison de la classe ouvrière ! Elle contribue à accroître le malaise profond et la démoralisation des travailleurs qui ne voient aucune issue à leur situation, sachant d'instinct que le socialisme *dans un seul pays* n'a aucun sens au XX<sup>e</sup> siècle.

En dépit de l'opposition soviétique, l'Europe se fera par un vaste mouvement démocratique ! Sinon, cent ans après l'appel de Marx, nous constaterons une fois

de plus que les prolétaires morts n'ont pas de patrie, qu'on ne peut leur enlever ce qu'ils n'ont plus ! La responsabilité en incombera essentiellement à la politique des Partis Communistes asservis aux intérêts d'une caste totalitaire. L'U.R.S.S. et le P. C. allemand par leur impérialisme, ont déjà favorisé l'ascension de Hitler ; l'U. R. S. S. et les P. C. européens font tout ce qu'ils peuvent pour amener en Europe occidentale à défaut d'une guerre atomique une conjonction de forces réactionnaires dirigées contre eux, ce qui est secondaire, mais aussi sans doute contre la démocratie et la liberté, ce qui est plus grave !

Longtemps, le gouvernement américain montra une réserve hostile vis-à-vis de tous les projets d'unification européenne. Aujourd'hui, il comprend que la division entretient le chaos, empêche toute possibilité de relèvement économique. Le général Marshall, l'actuel secrétaire d'Etat a demandé aux peuples d'Europe d'étudier un plan de rationalisation de leurs productions. Dans la revue « Terre d'Europe » (n° 1) le futur secrétaire d'Etat Foster Dulles admet la nécessité de l'union européenne pour maintenir la paix. En fait, il est trop évident que, en dehors de toute considération idéologique, les financiers américains préfèrent la garantie d'un Etat prospère (1) de 200 à 300 millions d'habitants que celle d'une poussière d'Etats ruinés. Cela seul suffit pour affirmer que l'autonomie de l'Europe sera mieux préservée si elle est unifiée que si elle reste divisée ; cependant aucune illusion n'est possible : l'Europe en son état actuel ne peut se faire contre les U. S. A. C'est la rançon de sa défaite, car la dernière guerre fut non seulement la défaite de l'Allemagne, mais celle de l'Europe qu'elle a entraînée dans sa ruine. Aux yeux des gens sensés, comme à ceux des citoyens américains, l'Europe actuelle est un vaste cimetière où survivent des fous ! Que les démocrates et socialistes sortent de leurs tanières nationales (où d'ailleurs l'expédition des affaires courantes paraît plus insoluble que la quadrature du cercle !) et se mettent au travail pour sauver le navire vermoulu qui fait eau par toutes ses blessures.

Mais objecterez-vous, ce que vous dites prouve peut-être que la constitution d'une Fédération européenne est souhaitable, mais non qu'elle est possible. En effet, il faudrait prouver d'abord que les hommes n'ont aucune envie de vivre à la manière de Job sur son fumier, ensuite qu'ils n'ont aucune envie de se prosterner devant le « père temporel » des peuples, enfin qu'ils n'ont aucune envie de se suicider. Si vous tenez pour acquis ces trois points, c'est-à-dire si vous êtes un optimiste croyant que les hommes sont malgré tout capables de réfléchir sur eux-mêmes et d'agir en conséquence, alors la Fédération européenne se fera.

Elle commencera d'abord par l'Europe occidentale, par ce que j'appellerai la « petite Europe » celle qui maintient des régimes démocratiques et à qui il faudra intégrer tout ou partie de l'Allemagne. D'immenses problèmes se poseront qu'il nous est impossible d'aborder ici. Le meilleur joueur d'échecs ne peut prévoir une partie toute entière. Il lui faut d'abord la commencer. L'histoire ne se fait pas autrement.

Michel COLLINET.

(1) Sous réserve d'une nouvelle crise mondiale de surproduction s'étendant à l'Europe. Mais nous n'en sommes pas là !!!

### LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La Révolution prolétarienne, revue syndicaliste révolutionnaire, a repris sa publication depuis le 15 avril. Nous sommes heureux de voir renaître cette publication qui fut l'honneur du mouvement ouvrier de 1925 à 1939.

Dans les deux premiers numéros, on trouvera une monographie complète sur la grève « mystérieuse » de la presse parisienne.

Le Numéro d'avril contenait un article de Victor Serge, sur l'assassinat de Trotsky et un article de A. Rosmer, sur le mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

Dans le Numéro de mai, Robert Louzon pose la question, la plus grave de l'époque : L'Amérique a-t-elle pris sa décision ? Et il y répond. — P. Monatte reprend la publication du Carnet du Sauvage. — J. D. Martinet parle des Intellectuels et le goût du pouvoir. — J. Pera étudie les hommes et les idées de la Révolution malgache. Des articles et des notes de M. Chambelland, C. Delsol, R. Hagnauer, etc...

Demander un numéro specimen à la Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris (2<sup>e</sup>) (le numéro : 25 francs, abonnement un an : 250 francs). C. C. P. 734-99 Paris.



# Le Problème Marocain

Par ARRÈS-LAPOQUE

Le problème marocain est, de nouveau, à l'ordre du jour. Les récentes et intempestives déclarations du Sultan, la fugue d'Abd el Krim ont ému l'opinion française qui découvre sous des attitudes individuelles une crise latente susceptible d'entrer, à plus ou moins longue échéance, dans sa phase violente. Cet état de tension, se concrétise depuis quelques années par l'entrée en scène d'un nationalisme marocain dans lequel on se plaît à déceler un aspect particulier de l'effervescence générale du monde arabe en mal d'indépendance.

Je dirai plus loin ce qu'a de néfaste à mes yeux, le nationalisme, quelle que soit la contrée où il se manifeste. Mais qui dit « nationalisme » suppose au moins la réalité d'une nation. Peut-on sérieusement parler d'une nation marocaine ? Du point de vue géographique, rien d'essentiel ne distingue le Maroc de l'Algérie et de la Tunisie. Il n'est que la tranche occidentale d'une même région naturelle. La population qui l'habite est essentiellement berbère, mais elle comprend des minorités juives établies de longue date dans le pays et des Européens dont l'immigration remonte seulement à quelques années. De tout temps, les berbères ont été divisés en de nombreux clans ou tribus hostiles et fort divers dans leurs usages. Ils ont parfois formé des cités mais n'ont jamais constitué un état. Lors de l'expansion de l'Islam, les conquérants arabes se sont efforcés d'imposer leur pouvoir sur ces territoires. Aujourd'hui, il est malaisé de distinguer la portion purement arabe de la population marocaine. Cependant une tradition arabe reste profonde dans les classes supérieures et dans la bourgeoisie de la plaine du Sébou et de la région de Fès.

Les sultans qui sont les souverains nominaux de ces pays n'ont possédé qu'à de rares époques une autorité réelle. Avant le Protectorat, l'empire chérifien n'était plus qu'une fiction. Dans l'histoire française, il faudrait remonter aux rois fainéants pour avoir l'image d'une désorganisation aussi totale que celle de l'ancien Maroc. Les plus élémentaires notions d'administration publique étaient méconnues du maghzen central auquel n'étaient soumises que quelques villes importantes et leurs environs immédiats. Le bled Siba, incomparablement plus étendu, connaissait à l'état chronique la guerre féodale et était totalement insoluble.

Il serait non moins vain de chercher un principe d'unité dans une communauté de langage. La langue arabe, que les nationalistes marocains tentent d'imposer, est en dehors des villes incomprise de l'immense majorité des habitants du Maroc. En effet, l'arabe classique « littéral » n'a jamais été pratiqué, en dehors de l'Arabie proprement dite, que par une minorité de lettrés. Il se survit dans les écoles et dans le culte à la manière du latin chez nous. Son importance tient à ce qu'il est la langue du Coran. L'arabe « dialectal » qui en est dérivé est loin d'être aussi répandu que les divers patois berbères employés par 75 % de la population. Le seul lien véritable que l'on puisse découvrir entre les Marocains est la religion musulmane. Encore faut-il noter qu'un tel critère néglige les fortes communautés juives et l'émigration européenne de moindre importance. Toutefois il faut savoir que le Coran est bien autre chose qu'un simple code religieux. Ses préceptes réglementent jusque dans ses détails la vie individuelle et la vie collective ; le droit privé aussi bien que le droit public musulman sont de caractère religieux. Toutefois, l'influence spécifiquement arabe n'est réelle que dans l'Islam orthodoxe des mosquées représentée par les ulémas, corps hiérarchisés qui cherchent à s'assurer une suprématie religieuse. Parallèlement, les marabouts forment des sortes de confréries religieuses et secrètes qui entretiennent la superstition des masses tandis qu'un vieux fond religieux animiste et à rituel magique subsiste sans que l'Islam ait pu le détruire entièrement. Mais l'Islam, pas plus que la chrétienté au Moyen-Age, n'est capable de provoquer l'éveil d'une conscience nationale. Le « Monde Arabe » lui-même est un mythe inventé par la diplomatie britannique depuis quelque trente ans.

La réalisation de l'unité marocaine est l'œuvre de la France. Par elle, le Maroc forme aujourd'hui un tout dont les autochtones devront assurer le gouvernement et l'administration, dès qu'une évolution suffisante le permettra ; l'action de la France doit tendre, dans l'immédiat, à provoquer les réformes profondes qui permettront d'aboutir à cette autonomie.

Il est inutile de s'étendre longuement ici sur les événements qui aboutirent à la signature du traité du Protectorat, à Fès, le 30 mars 1912. Avec l'avènement de la bourgeoisie moderne, vers les années 1880, Gambetta, Jules Ferry et Freycinet firent progressivement pénétrer au Quai d'Orsay et dans les Ambassades, un personnel directement lié aux couches dirigeantes. Avec ce personnel soumis à l'influence directe de certains groupes financiers,

la politique étrangère de la France se caractérisa jusqu'en 1914 par des tractations et des marchandages destinés à conquérir un empire colonial susceptible d'ouvrir des débouchés futurs. Contre la volonté du Parlement, la diplomatie secrète et la méthode du « fait accompli » firent merveille. Pendant sept ans, avec Delcassé en particulier, le Ministère des Affaires Étrangères allait procéder à une série d'opérations occultes notamment avec l'Angleterre et l'Italie, pour s'emparer du Maroc. Tout n'alla pas aussi simplement qu'on l'aurait souhaité. L'Allemagne tenue à l'écart de ces négociations intervint brusquement. Une certaine tension internationale en découla qui devait conduire à l'accord équivoque d'Algésiras (7 avril 1906), dont certaines dispositions sont encore en vigueur.

- Principe de l'égalité économique qui aboutit à l'égalité en matière de douane.
- Principe de l'adjudication publique sans distinction de nationalité pour toutes les entreprises à concessions.
- Création d'une banque d'état.

La politique marocaine du Quai d'Orsay fut poursuivie néanmoins selon les mêmes procédés. Dès avril 1911, l'expédition de Fès est préparée et engagée. Ces faits entraînent une nouvelle tension avec l'Allemagne qui n'abandonna le Maroc que moyennant de substantielles concessions en Afrique Equatoriale. Ce que l'on nomme la « phase marocaine » aboutit donc au traité instituant le Protectorat après une longue histoire qui n'honore pas toujours la diplomatie française, que Jaurès ne cessa de dénoncer.

La politique de Lyautey marqua d'une empreinte profonde le Maroc moderne. Son souci fut d'établir des rapports cordiaux avec la féodalité marocaine dont le caractère religieux permettait d'obtenir à moindres frais la soumission de la population marocaine. Ce sont les armes françaises qui ont assis l'autorité du Sultan en l'imposant à ses rivaux. Le résultat fut une pacification relativement rapide du Maroc. Seules quelques tribus berbères, qui n'avaient jamais accepté la tutelle du Sultan, ou encore des partisans farouches animés par des chefs appartenant à la fraction rebelle de l'aristocratie marocaine (Abd el Krim) opposèrent une résistance acharnée.

Une analyse rapide du traité de Protectorat est nécessaire pour avoir une vue exacte de la question marocaine. L'article premier de ce traité pose le principe du maintien et de l'affermissement des institutions locales, en même temps que celui du contrôle et de l'initiative de la Nation protectrice : « Le Gouvernement de la République française et sa majesté chérifienne sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le Gouvernement français jugera utiles d'introduire sur le territoire marocain. Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnels du Sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses, notamment celle des « Habous ». Il comportera l'organisation d'un maghzen chérifien réformé ». L'article 3 constitue un engagement précis de la France à l'égard du Sultan : « Le Gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à sa majesté chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la sécurité de ses Etats. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs ». L'article 4 fixe la compétence respective du Sultan et du Résident : « Les mesures que nécessitera le nouveau régime de protectorat seront édictées, sur proposition du Gouvernement français par sa majesté chérifienne... il en sera de même des règlements nouveaux et des modifications aux règlements existants ».

Des traités spéciaux créent des droits propres aux étrangers en territoire marocain. En vertu de ces traités, que l'on nomme « capitulations », les ressortissants de ces pays étrangers ont la faculté d'être jugés par leur Consul. L'établissement de tribunaux réguliers assurant une justice à l'européenne, firent que les puissances intéressées renoncèrent à ce droit. Seuls les américains font aujourd'hui exception. C'est là une servitude importante qui s'impose à la souveraineté marocaine.

Il va de soi que l'autorité appartient en définitive à la France. Jusqu'à ces dernières années, le Sultan n'avait jamais refusé de signer aucun dahir proposé par le Résident. Ce n'est que depuis la dernière guerre qu'il a parfois manifesté sa mauvaise volonté en retenant les textes proposés à sa signature.

Du point de vue formel, le Maroc est un pays étranger. Le Résident dépend du Quai d'Orsay. Ses fonctions tiennent à la fois de celles de l'Ambassadeur et de celles de Gouverneur. Son entourage a toujours été en majorité profondément réactionnaire et imbu de l'esprit colonialiste. Les intérêts français sont, par ailleurs, représentés par trois collèges dont les deux premiers sont issus respectivement des chambres d'Agriculture et des chambres de commerce ; leur préoccupation est avant tout de défendre les intérêts étroits de leur mandat. Seul, le troisième collège, exprimant l'opinion des Français n'appartenant pas aux deux premières classes, a fait preuve parfois d'un esprit progressif.

On ne saurait nier le développement extraordinaire que connaissent l'industrie, l'agriculture et le Commerce du Maroc, depuis le début du Protectorat. Ce pays arriéré et médiéval

est en train de devenir une région économique de premier ordre ; mais au prix de quels sacrifices imposés à la population ! Le réseau routier est excellent ; les ports (celui de Casablanca en particulier), sont en plein essor, mais le niveau de vie des Marocains est demeuré misérable. Il n'y a guère que dans le domaine sanitaire que l'on peut constater une amélioration sensible mais encore insuffisante.

Le colon français a trop souvent le mépris de « l'indigène », alors que le Marocain, intelligent et fier, est extrêmement sensible à toute vexation. L'immense effort accompli apparaît, aux yeux de la masse, au bénéfice exclusif d'une minorité d'Européens avides et sans scrupules.

Ces quelques considérations expliquent la contre-offensive de l'élite marocaine. Celle-ci instruite et riche ressent cruellement sa situation moralement diminuée par rapport à l'Européen. Beaucoup de ses représentants sont venus en France faire leurs études et sont entrés en contact avec la civilisation occidentale, mais ils ont aussi gardé la nostalgie d'un passé récent. Le Protectorat ne date guère que de trente-cinq ans et les notabilités locales conservent le souvenir de leur ancienne puissance. D'autre part, la dernière guerre a porté un rude coup au prestige français au Maroc. Nos difficultés économiques sont connues, tandis que les Etats-Unis se présentent comme une puissance capable de s'intéresser d'une façon lucrative, aux richesses du sol et du sous-sol. L'Arabie séoudite, l'Egypte, la Syrie, montrent l'exemple de pays musulmans dont les chefs ont tiré de substantiels profits de leur prépondérance. On ne s'avise pas de savoir quel est le sort misérable du peuple dans ces contrées.

L'ÉLITE marocaine est donc pour l'indépendance. C'est elle qui a inventé le nationalisme marocain. La principale difficulté qu'elle ait eu à résoudre a été de gagner à sa cause l'élément populaire. Elle a utilisé à ces fins les moyens que lui donnait le traité de protectorat. Nous avons rappelé que celui-ci « sauvegardait la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du Sultan, l'exercice de la religion musulmane ». L'Islam a donc été choisi comme le ciment de ce nationalisme dont le leader est le Sultan, personnage religieux. Les propagandistes naturels du nationalisme sont sortis de la Mosquée Karaouine de Fès, un des foyers essentiels, avec le Caire, de la pensée musulmane. L'insuffisance de la France en matière scolaire a permis d'ouvrir de nombreuses écoles coraniques qui sont les écoles des nationalistes. Nous avons vu que l'Islam est d'inspiration arabe comme est arabe la tradition de l'élite marocaine. On s'est donc empressé d'imposer la langue arabe à une population berbère qui ne la comprend pas, cela pour donner corps à une nation encore inconstituée mais nécessaire pour justifier un mouvement nationaliste.

Que l'on examine le programme du Parti Démocratique de l'Indépendance ou celui du Parti de l'Istiqlal, on y découvrira bien un vague esprit de réforme, le premier de ces Partis affiche même des conceptions sociales assez avancées, mais l'essentiel tient en un mot « l'indépendance ». Tout le reste est accessoire. Seulement, l'Islam n'est concevable que dans le cadre d'une économie peu évoluée. La religion de Mahomet est celle d'un peuple de bergers, de cultivateurs restés au stade patriarcal et de commerçants rudimentaires. Au Maroc, l'époque féodale n'est pas encore entièrement résolue et c'est la seule explication de la survivance de l'Islam sous sa forme actuelle. La révolution économique que connaît présentement le Maroc ne peut se laisser entraver par les vestiges d'une civilisation anachronique. La partie éclairée de l'élite marocaine a d'ailleurs compris qu'une certaine laïcisation des institutions s'imposait, mais la religion reste un puissant moyen pour maîtriser l'impudence d'un peuple qu'elle exploite avec une âpreté égale à celle des Européens venus s'enrichir au Maroc.

Car l'exploitation du travailleur marocain est invraisemblable. Si les capitalistes investissent de plus en plus de capitaux au Maroc, c'est d'abord parce que le poids des impôts est infiniment moins lourd qu'en France notamment. Mais c'est aussi parce l'absence de toute législation sociale sérieuse offre une main-d'œuvre bon marché. Il suffit de dire que le Marocain n'a pas le droit syndical et qu'il ne peut se grouper, pour défendre ses intérêts professionnels, sans commettre un délit. Certes, depuis quelques années on ferme les yeux sur les infractions à cette règle, le fait n'en est pas moins significatif. La condition inférieure de la femme musulmane justifie pour les employeurs les salaires dérisoires qu'elle perçoit. Le travail des enfants de moins de 8 ans est courant ; tout autant que le patron européen, le patron marocain impose à ses salariés, une situation d'une dureté excessive. C'est ce qui établit au fond entre eux cette sorte de complicité pour le maintien d'une tradition qui assure la puissance incontrôlée du fort sur le faible. Dans la mesure où l'Islam entretient l'ignorance et l'isolement du prolétaire, il est soutenu par l'exploiteur chrétien qui n'y verrait que des avantages s'il ne craignait, par ailleurs, du nationalisme musulman, des retours dangereusement offensifs pour l'« infidèle » qu'il est.

L'influence du nationalisme est le fruit de l'hostilité d'une minorité de Français d'esprit colonialiste, placés trop fréquemment à la direction des affaires marocaines, à l'égard des réformes démocratiques et sociales qui s'imposent. Ce haut personnel donne, en effet,

l'impression de soutenir au Maroc les intérêts d'une caste d'« affairistes » rapaces. La justice devant les tribunaux chérifiens est illusoire, c'est le plus riche qui a raison. Les droits du travailleur sont méconnus et sa situation reste précaire à l'extrême. Le développement de l'instruction laïque demeure scandaleusement insuffisante. Le cultivateur, spolié par les colons, connaît la misère tandis que le mouvement coopératif plein de promesses n'est pas encore encouragé autant qu'il serait souhaitable. Le peuple marocain, dépourvu de toute représentation démocratique, supporte le joug d'une monarchie absolue et de droit divin. Voilà quelques-uns des aspects véritables de la question marocaine dont la solution ne peut être renvoyée à plus tard.

La carence de la France ferait l'unité de tous les Marocains contre elle et les notables pourraient s'associer la masse qu'ils exploitent, noyant un réel antagonisme de classe dans la haine de la nation protectrice. Le succès des nationalistes serait, à mon avis, un désastre. Le Maroc ne possède pas encore le personnel technique et administratif capable de promouvoir par ses seuls moyens une économie florissante. Il n'aurait donc gagné qu'une indépendance de façade et serait fatalement l'enjeu des convoitises des capitalistes étrangers. Quant à la grande masse des ruraux, elle trouverait sous le joug d'une féodalité revigorée, une misère aussi tragique que celle du fellah de l'Egypte indépendante.

De plus, où qu'il se manifeste le nationalisme est un recul. Alimenté par une orgueilleuse tradition, authentique ou non, il se révèle toujours l'instrument des représentants privilégiés de cette tradition, qui sont, par nature, des éléments conservateurs, sinon réactionnaires. Il faut être aussi insensé que les communistes marocains, d'ailleurs sans grande influence, pour confondre une vague de nationalisme ayant pour leader le Sultan, avec un mouvement d'émancipation populaire. Le nationalisme, c'est le particularisme hargneux, étroit et sans avenir, alors que jamais la solidarité n'a été plus nécessaire entre les peuples.

Les problèmes qui se posent au Maroc sont semblables à ceux qu'ont à résoudre tous les pays amenés à passer, presque sans transition, au stade pré-capitaliste au stade pré-socialiste. La révolution économique du XIX<sup>e</sup> siècle s'y est manifestée à retardement et avant qu'elle ait pu y être assimilée, une autre révolution économique et politique qui nécessitera la coopération de tous les peuples, se prépare. Dans ces conditions, des révolutionnaires conséquents peuvent-ils sérieusement encourager les nationalismes qui vont à contre-courant ?

On m'excusera de penser qu'en dehors du socialisme international aucune solution heureuse ne peut être apportée au désarroi que connaît actuellement l'ensemble de l'humanité, et je ne fais pas d'exception pour le Maroc. C'est cette perspective qui dictera ma conclusion. Des étapes seront obligatoires, nos efforts doivent tendre à ce que l'Union française en soit une et ne s'avère pas un camouflage du colonialisme. Si effectivement nous parvenons à charger l'Union française d'un contenu révolutionnaire, si la solidarité des peuples libres qui se rassemblent en elle s'affirme non pour la satisfaction d'intérêts étroits ou impérialistes, mais par une participation collective à la production des richesses et pour une équitable répartition du bien-être, si son objectif permanent demeure l'affranchissement de la personne humaine et du travailleur en particulier, il n'est pas douteux que c'est dans l'Union française que peut et doit se résoudre le problème marocain, avant que l'Union française ne se résolve à son tour dans la République sociale universelle.

#### LÉONARD OU LES DÉLICES DU BOUQUINISTE, par Pierre Very.

Un essai sur l'art d'être libraire, dans lequel tout bibliophile retrouvera ses manies et l'image de ses plaisirs.

Ce n'est cependant pas sans amertume que l'on ferme ce livre écrit à une époque où le marché noir n'entachait pas encore le commerce des bouquinistes. (Maréchal, éditeur.)

#### LA FENÊTRE DES ROUET, par Simenon (Jeune Parque) LES NOCES DE POITIERS et le CERCLE DES MAHÉ (N.R.F.).

Rien d'extraordinaire dans les derniers Simenon. *La fenêtre des Rouet* est une transposition des *Gens d'en face* (Fayard) et *Les Noces de Poitiers*, une version des *Suicides* (N.R.F.) où les héros ne se suicident pas. Le Cercle des Mahé, sans être une transposition exacte d'un roman déjà paru ressasse le thème éternel des livres de Simenon. Un docteur qui veut sortir de sa médiocrité, de la vie banale où sa mère, bienveillante à l'excès, l'a enfermé. Il essaye de s'affranchir, mais une fois le coup de tête passé, il s'aperçoit que seule, la vie médiocre lui convenait. Alors...

#### POUR QUE LE DERNIER DES IMBÉCILES..., par René Ziller (*Le Sagittaire*).

Parmi tous les écrits sur la Résistance, le livre de Ziller est un des rares, capable de passer à la postérité. Son optique est bonne et ses tableaux sont poignants.

Le style sonne juste et fait attendre avec impatience la seconde œuvre de ce jeune auteur.

R. MESSAC

## DERRIÈRE LE RIDEAU DE FER

### COUP D'ÉTAT EN HONGRIE

EN Hongrie, il y a du nouveau. Le Gouvernement du Président Nagy est remplacé par celui du Président Dinnyes à participation communiste accrue. Mr. Nagy a remis sa démission au ministre de Hongrie en Suisse, procédé constitutionnel tout nouveau dont il faut espérer qu'il fera école et s'intégrera dans le mécanisme de cette démocratie nouveau type dont on nous rebat les oreilles de certains côtés. Quoi qu'on pense de la personnalité de Mr. Nagy, il est certain que cet ancien résistant n'est pas quelqu'un qui a peur de son ombre. S'il est parti, c'est qu'il avait de bonnes raisons de croire sa vie menacée. Cette forme, pour ainsi dire « existentielle » des responsabilités ministérielles, n'est pas une nouveauté historique : on l'a pratiquée dans l'empire ottoman, dans l'Orient antique et à Byzance. On voit donc que la « démocratie nouvelle » hongroise prend ses leçons de démocratie à la bonne école.

Certains esprits naïfs pourraient croire à un glissement vers la gauche en Hongrie. C'est là une erreur dangereuse contre laquelle il convient de réagir. On sait qu'occupée par l'Armée rouge, la Hongrie n'en est pas moins une république démocratique à structure capitaliste. Il en résulte cette situation paradoxale que dans un pays où domine la force armée du « prolétariat international », l'ouvrier continue d'être exploité par les capitalistes. Si on demande à un stalinien l'explication de ces faits, il vous répondra par un de ces trois arguments : 1° la Hongrie semi-féodale, il y a peu de temps, n'est pas mûre pour le socialisme ; 2° l'économie hongroise est détruite et on ne peut bâtir le socialisme sur des ruines ; 3° la Hongrie est, en principe, sous l'influence commune des alliés, et d'ailleurs, la majorité de la population n'étant pas communiste, les Russes maintiennent le système capitaliste par respect du jeu démocratique.

Le premier argument est spécieux car il s'applique exactement à la Russie de 1917. Le deuxième signifierait admettre une véritable supériorité de la production capitaliste sur la production socialiste ; d'ailleurs rien n'eût empêché les Russes d'établir, à défaut d'un système socialiste, une dictature prolétarienne qui eût pu maintenir sous contrôle ouvrier certaines institutions capitalistes selon les besoins du moment. C'était là la méthode qu'employa Lénine et, il faut admettre, à en croire les staliniens, qu'elle a fini par aboutir au socialisme... Il n'y a donc guère que le troisième argument qui ait quelque poids. Or, à la lumière des événements actuels, il se révèle aussi inopérant. La force qui a su imposer cinq ministres communistes dans un pays qui compte à peine plus de députés du même parti aurait pu parfaitement établir un régime conforme aux intérêts des travailleurs.

En réalité, le problème est bien ailleurs. Au risque de ne rien comprendre des événements actuels de la Hongrie, si l'on perd de vue cette vérité qu'on ne saurait trop rappeler : La Russie est un pays impérialiste comme les autres avec des méthodes plus brutales encore et qui n'a rien de prolétarien, sauf l'escroquerie constante qu'il pratique avec les énergies et les enthousiasmes ouvriers dans le monde entier. Comment veut-on que la Russie mette l'économie hongroise sous le contrôle des ouvriers, si elle refuse le droit de libre déplacement à ses propres travailleurs. Il s'agit simplement de mettre à sac l'économie hongroise de la même manière que les nazis ont mis à sac l'économie des pays qu'ils occupaient. Pour réaliser ce but, il n'est vraiment pas nécessaire de mettre en œuvre des changements structurels importants dans l'économie capitaliste hongroise. Il y a lieu de croire que l'influence communiste accrue dans le nouveau Gouvernement ne fera que se renforcer sans y introduire le moins du monde des éléments de socialisme.

Le Vice-Président du ministère, Rakosi, a bien insisté en 1945 sur la nécessité d'aider la grosse industrie hongroise et dans le même discours, il a critiqué les « hommes de 1919 » qui, d'après lui, seraient empêtrés dans le doctrinarisme et manqueraient de la souplesse nécessaire aux hommes de « Gouvernement ». On sait ce que parler veut dire...

La classe ouvrière hongroise paiera donc les frais de la nouvelle orientation politique. La résistance héroïque et malheureusement inutile de l'Armée rouge hongroise en 1919, avait contribué à sauver le régime soviétique menacé par l'intervention impérialiste. Les ouvriers hongrois pourront bientôt, faire l'expérience de la gratitude soviétique.

Lucien MARTIN

Directeur : René LEFEUVRE  
15, rue de la Huchette, Paris, V°

Masses

Abonnements 12 n° : France 200 frs.  
Étranger 280 frs. - Soutien 500 frs.  
C. Chèques Postaux : 683.76 Paris

## L'U. R. S. S.

### a-t-elle un régime socialiste ?

par Victor SERGE

LES sciences du XIX<sup>e</sup> siècle remportèrent de si belles victoires pratiques et intellectuelles qu'elles crurent avoir déchiffré une bonne partie des « énigmes de la nature ». Ce n'était vrai qu'à un certain degré de profondeur... Si l'homme moderne a appris quelque chose en un demi-siècle de conquêtes scientifiques, c'est d'abord que la réalité est infiniment plus complexe, plus dynamique qu'elle ne le paraissait au temps de Spencer, de Taine et de Helmholtz, de Karl Marx et de Kropotkine.

Il ne reste de l'atomisme ingénu du siècle passé qu'un schéma dédaigné par l'école primaire. La physique nucléaire suggère sur la constitution de l'univers des hypothèses vertigineuses qu'il n'est même plus possible de réduire à des images facilement intelligibles pour l'homme moyen. La psychologie moderne, depuis Charcot et Wundt, est allée si loin dans l'analyse de l'esprit humain que sur plusieurs points importants les idées courantes d'hier sont devenues insoutenables ; c'est notamment le cas en ce qui concerne l'explication de la mentalité religieuse généralement admise par les matérialistes du siècle passé... Il en est de même en sociologie. Ces constatations, loin de nous dérouter, devraient augmenter notre confiance en les possibilités infinies de l'esprit humain et en la valeur des méthodes scientifiques. Notre trouble devant la complexité du monde connu provient surtout de notre incapacité à dominer une somme colossale de richesses récemment acquises, et de notre attachement à des synthèses, pleinement valables naguère, aujourd'hui insuffisantes et dépassées.

Le socialisme scientifique, c'est-à-dire résolu à s'inspirer avant tout de connaissances exactes, vécut jusqu'au lendemain de la révolution russe sur la conception de l'alternative unique : capitalisme ou socialisme, réaction ou révolution... C'était une conception pratiquement juste, aisée à développer et qui contenait, contient encore de gros grains de vérité prouvée. Le socialisme s'identifiait à la collectivisation des moyens de production ; les programmes de tous nos partis réclamaient à cette fin « l'abolition de la propriété privée des moyens de production ». Telle paraissait être la première condition de l'établissement d'un régime social rationnel et gouverné par un principe de justice. On ne saurait reprocher au socialisme de n'avoir pas tout prévu ; les marxistes savent au contraire combien l'homme pensant est conditionné, limité, par son époque. L'admirable en tout ceci, c'est plutôt combien le socialisme sut prévoir, à quel point ses propositions, ses aspirations sont demeurées valables. Mais son armement intellectuel s'est affaibli au moment précis où les événements mettaient, mettaient à l'ordre du jour la plupart de ses revendications.

La conception « capitalisme ou socialisme » péchait par schématisation ou manque d'imagination. On ne voyait pas au delà de l'horizon d'un présent puissamment concret. Je n'ignore pas que Marx, Kautsky, Bogdanov, Boukharine, Rosa Luxembour, Trotsky virent quelquefois au delà, qu'ils eurent des intuitions que l'on pourrait qualifier de géniales, mais ce fut sans avoir le temps de les approfondir ; et ces intuitions théoriques, connues de peu d'érudits, ne se sont pas intégrées à la pensée vivante du mouvement socialiste. Il est advenu que de troisièmes solutions se sont imposées : ni capitalisme ni socialisme mais plusieurs modes d'organisation de la société appartenant à un type que nous tenons pour commun et que l'on peut définir par la planification bureaucratique fondée sur l'oblitération, la dégradation ou l'abolition de la propriété privée.

En ce qui concerne l'économie nazie, plusieurs ouvrages remarquables ont été publiés aux Etats-Unis. Je n'en veux mentionner qu'un, celui de Franz Neuman, *Behemoth, La Structure et la Pratique du National-Socialisme*. (New-York 1942, 520 p.) C'est l'analyse d'une économie rigoureusement collectivisée par le moyen de monopoles d'Etat, eux-mêmes soumis à une organisation policière, terroriste et belliqueuse. La propriété privée cessait d'y être une réalité pour devenir un symbole dérisoirement respecté ; elle perdait toute initiative et ne gardait que des profits décroissants strictement contrôlés. Mais le régime ayant été construit avec l'aide du grand capital et la plupart des familles capitalistes s'étant intégrées au parti, d'anciennes apparences subsistaient. La source des privilèges n'était plus en réalité dans la possession de moyens de production ou d'argent mais dans la participation au pouvoir politique. Et cette participation n'impliquait pour l'individu qu'un minimum de sécurité toujours provisoire. Les analogies entre ce régime économique et celui de l'U.R.S.S. étaient si saisissantes que des observateurs américains tels que le Président Roosevelt et l'ambassadeur à Moscou, Joseph E. Davies, définirent les deux régimes par le terme « totalitaires ». Des auteurs mieux informés, comme James Burnham, Dwight Macdonald, Sidney Hook, aboutirent à la même conclusion. Avant eux, je crois, en août 1939, Trotsky avait écrit : « Tous ces régimes (U.R.S.S., Fascisme, Nazisme, New Deal) ont évidemment des traits communs déterminés en dernière instance par les tendances collectivistes de l'économie moderne ».

### Collectivisme ou socialisme ?

L'IMMENSE fait nouveau qui domine l'histoire moderne, c'est que le développement technique de la civilisation industrielle tend irrésistiblement à la planification de l'économie et dès lors, à la suppression du laisser-faire, à la limitation, puis à l'abolition pratique du droit patronal, à la suppression — par le contrôle — du marché libre, national et international, bref au collectivisme. Mais il est apparu que le collectivisme économique, que je tenais à vingt ans, comme la plupart des militants de cette époque, pour synonyme de « socialisme », n'exclut nullement la plus dure exploitation de l'homme par l'homme, les privilèges et la servitude, l'inquisition et la guerre... Il est apparu que des formes variées de collectivisme peuvent être réalisées par la révolution socialiste (comme ce fut le cas en Russie, de 1917 à 1927 à peu près, avec trois régimes économiques successifs : démocratie soviétique, communisme de guerre, nep), par une contre-révolution agissant au sein de la révolution socialiste (Russie 1927, Totalitarisme stalinien de nos jours), par une contre-révolution antisocialiste (Allemagne nazie) et même par des méthodes démocratiques excluant la révolution et la contre-révolution, plutôt conservatrices dans leur ensemble... Je fais ici allusion à l'économie de guerre, planifiée dans une large mesure, que se donnèrent les Etats-Unis et dont les résultats, sous les rapports de la production et du maintien d'un standard de vie élevé, furent prodigieux.

*Collectivisme* (collectivisation complète ou plus ou moins mixte de la production) n'est plus le synonyme de « socialisme ». La pensée socialiste eut toujours deux aspects : celui de la connaissance de l'économie, tendue vers la réalisation d'une économie rationnelle et celui de la libération de l'homme, de l'accomplissement d'un destin humain élevé à une dignité nouvelle. L'économie rationnelle n'étant que le moyen d'améliorer la condition humaine. *Un collectivisme qui aggrave durablement la condition humaine est antisocialiste.*

Quel jugement porter dès lors sur celui de l'U.R.S.S. ? Ecartons, de prime abord, les duperies verbales, le fétichisme de la théorie. Les mots sont pleins de pièges parce qu'ils ne changent pas, tandis que la réalité change. La définition des classes sociales, élaborée par Marx sur l'expérience du XIX<sup>e</sup> siècle nous éclaire-t-elle suffisamment sur la structure sociale de l'U.R.S.S. ? Que l'on veuille bien me permettre de laisser ce problème aux amateurs de théorie pure. Plusieurs catégories sociales bien distinctes existent en U.R.S.S., à définir par leur fonction dans l'Etat, par leur fonction dans la production, par leur condition matérielle et morale. Qu'il faille les appeler classes, castes, couches sociales ou autrement, me semble bien secondaire. La fidélité à l'esprit scientifique du socialisme nous oblige davantage à considérer les faits.

### Esclavagisme moderne

VERS 1936-1937, l'U.R.S.S. commençait à se relever de l'effroyable famine due à la collectivisation agricole forcée et à la déportation de 5 millions environ de familles paysannes qui disparurent pour la plupart. Les auteurs les mieux informés estimaient alors que la catégorie privilégiée de la population soviétique, catégorie jouissant de conditions d'existence comparables à celle du Français moyen ou riche (de ce temps...) pouvait être estimée à 15 % les autres 80 % ayant une condition matérielle (logement, alimentation, vêtement) sensiblement inférieure à celle de l'Ancien Régime et des années de révolution 1926-1928. Ces 15 % comprenaient les cadres du Parti, les cadres de la production agricole et industrielle, les intellectuels, les cadres de l'armée et de la police et leurs familles. Donc, moins de 7 % de la population adulte totale. En 1936-1938, les sanglantes épurations staliniennes enrayèrent le progrès économique. A partir de 1939, la préparation à la guerre imminente agit dans le même sens, le rationnement est rétabli. Les désastres de la guerre surviennent ensuite. Le pourcentage de la population soviétique qui mange à sa faim et dort dans un lit de civilisé a donc — certainement — diminué. Tenons-nous-en néanmoins à 7 % d'adultes (et 15 %, familles comprises).

Nous voici obligés de confronter ce chiffre avec un autre, d'une singulière gravité aux yeux de qui veut qualifier la structure sociale de l'U.R.S.S. 7 % (et 15 %) ne permettraient pas de parler d'un régime socialiste, mais nous permettraient peut-être de faire entrer en ligne de compte les intentions, les tendances socialisantes du collectivisme soviétique. Mais la donnée qui va intervenir est terrible. D'après les estimations les plus compétentes d'une nombreuse pléiade de témoins, d'informateurs et de spécialistes du problème russe, la population des camps de concentration de l'U.R.S.S., formée généralement d'adultes et constituant la « réserve spéciale de main-d'œuvre », la main-d'œuvre pénitentiaire, pour l'appeler par son nom, s'élevait en 1941 à quelque 9.500.000 personnes pour 38 grandes régions connues et plusieurs millions pour des camps-régions secondaires moins connus. En gros, les auteurs l'estiment à une quinzaine de millions d'adultes. Pendant la guerre, cette population de forçats diminua du fait des mobilisations et de la mortalité accrue par les privations accrues, mais elle s'est reconstituée depuis à ce niveau ou au-dessus, par la déportation en masse des populations soviétiques qualifiées défaitistes, par la déportation d'éléments de la population des pays vaincus ou « libérés », par les nouvelles épurations, par l'envoi dans les camps des prisonniers de guerre soviétiques rapatriés et l'emploi des prisonniers de guerre ennemis.

Il n'est évidemment possible que de spéculer en cette matière sur des informations insuffisantes et approximatives. Il reste que la hiérarchie sociale de l'U.R.S.S. comprend une abondante main-d'œuvre pénale, esclavisée, surexploitée, sans cesse en voie de destruction et de renouvellement et qu'en admettant des chiffres moyens on peut l'évaluer à 15 % de la population adulte. Dès lors : 7 % de travailleurs adultes privilégiés, 15 % de parias, 72 % d'exploités vivant pauvrement ou misérablement. Je crains que ces chiffres ne soient encore optimistes. Mais seraient-ils quelque peu exagérés, n'y aurait-il dans les camps de concentration que 8 % ou 10 % des travailleurs adultes, la portée du fait ne changerait pas. Le simple bon sens indique qu'un régime qui maintient une main-d'œuvre pénale, esclavisée, ne saurait en aucune façon être considéré comme socialiste ou socialisant.

### Le massacre des « Vieux Bolcheviks »

LA question des origines historiques du régime devient dès lors secondaire. Il importe seulement de se souvenir à ce propos que le Totalitarisme soviétique se stabilise en 1936-1938, par un sanglant coup de force accompli contre la génération révolutionnaire et les militants du parti de Lenine-Trotsky. Essayons d'en déterminer l'amplitude, c'est-à-dire de déterminer en gros le nombre des victimes du « Thermidor soviétique ». Un discours de Staline, du 3 mars 1937, donne les chiffres suivants sur les cadres du parti : 3 à 4.000 dirigeants supérieurs ; 30 à 40.000 dirigeants moyens. 100 à 150.000 dirigeants subalternes. Soit au total environ 200.000 bureaucrates. M. Joseph E. Davies, dans *Mission à Moscou* écrivait

qu'en mai 1936 (et cela ne faisait que commencer) les épurations avaient atteint entre 56 % et 62 % des cadres du parti. Plus de 100.000 fonctionnaires pour le commencement ! Or les gouvernements des républiques fédérées et autonomes furent renouvelés des trois et quatre fois avant la guerre. John Scott, correspondant de la presse américaine en U.R.S.S., habitait à l'époque Magnitogorsk et, ne se bornant pas à considérer le seul parti, il écrit tranquillement : « Les épurations eurent des effets dévastateurs sur plusieurs millions de citoyens soviétiques qui furent arrêtés et exilés. Le plus grand nombre était innocent, mais quelques-uns étaient coupables... » (*Behind the Urals*, p. 206.) Ces données rendent visible la violente cassure entre le régime socialisant issu de la révolution et le régime totalitaire qui en reprit la succession dans le sang des révolutionnaires et la sueur des parias.

La condition juridique et morale de l'homme fut toujours essentielle aux yeux des socialistes. Elle ne peut se définir que par le degré de sécurité légale, de liberté du citoyen et par la nature du contrôle que les citoyens exercent sur l'État (institutions démocratiques). Il serait presque ridicule d'examiner cette effrayante question. L'innombrable majorité des condamnés de l'U.R.S.S. n'ont été ni jugés ni défendus ; des commissions administratives ont prononcé leur sort en secret. Une centaine de vieux bolcheviks furent fusillés après de mémorables procès d'imposture ; des milliers furent fusillés sans procès ou après des procès secrets qui ne purent être que de sinistres simulacres de justice. Un régime dans lequel le paysan, l'ouvrier, le technicien, et le haut fonctionnaire, le ministre, le maréchal couvert d'étoiles dorées savent qu'ils peuvent disparaître à jamais dans la nuit, ne saurait, sans déshonneur pour le socialisme, être appelé socialiste. Il y a pour le nommer de vieux termes exacts : tyrannie, despotisme, et ce terme nouveau, plus exact encore : Totalitarisme. Faut-il rappeler que l'on n'a jamais su comment, pourquoi, disparurent le membre du Bureau Politique Roudzoutak, le maréchal Blücher, le maréchal Egorov, les écrivains Boris Pilniak et Ossip Mandelstam (1), le botaniste Nicolas Vavilov (2) ?

### La démocratie, facteur économique

L'EXPÉRIENCE stalinienne démontre que l'abolition de la propriété privée, des moyens de production, la collectivisation et la planification, s'ils permettent de constituer une machinerie économique (et terroriste) d'une puissance extraordinaire peuvent aboutir à l'antisocialisme le plus inhumain. Et ceci est vrai même au sens économique du mot. Le mouvement socialiste préconise l'organisation rationnelle de la production pour la communauté. A considérer de plus près le système totalitaire, on découvrirait d'emblée combien son organisation est loin du rationnel, quels frais généraux excessifs elle impose, combien sa planification despotique est rudimentaire et souvent anarchique. Si l'esclavage et le servage disparurent au XIX<sup>e</sup> siècle, ce ne fut certes pas à la suite d'un vaste mouvement de générosité (bien qu'aux États-Unis, au Brésil, en Russie, l'idéalisme des réformateurs eut sa noble part à l'événement) ; ce fut parce que le travail salarié relativement libre, de beaucoup supérieur au travail de l'esclave ou du serf, était devenu la condition du développement de l'industrie. L'expérience des États-Unis démontre que les hauts salaires accroissent la productivité du travail. Dans l'indigence même, la liberté de critique, de pensée, d'initiative, est pour le producteur un stimulant irremplaçable. Une démocratie du travail eût accompli, accomplirait en Russie une œuvre économique et sociale autrement grandiose... Pure hypothèse ! Répondrez-vous peut-être. Hypothèse, sans doute, mais aisée à fortement justifier. Et n'oubliez pas que la mission de l'intelligence est de surmonter les faits ; et qu'il faudra bien, tôt ou tard, que les hommes se construisent un monde habitable.

Victor SERGE

(1) Le grand poète Ossip Mandelstam, libéré après emprisonnement, arrêté de nouveau, mourut du typhus en cours de transfert vers un camp de concentration de l'Extrême-Orient fin 1941 ou début 1942.

(2) Nicolas Vavilov fut arrêté en 43 et mourut quelques temps après dans des conditions inconnues. Vavilov, né en 1887, membre de l'Académie des Sciences, était un des savants russes les plus illustres. Depuis de longues années, il dirigeait l'Institut de Botanique appliquée et de Cultures nouvelles. Il fut chargé notamment d'étudier — et de réaliser ! — l'extension de la culture des céréales aux régions arctiques... Nul ne s'étonnera qu'il ait échoué et soit tombé sous le coup d'une accusation de « sabotage »...

## Science et Épuration en Russie

### Qu'est devenu le célèbre savant Kapitsa ?

L'ÉPURATION s'étend maintenant, en Russie, à toutes les couches de la société. Selon des sources officieuses, mais dignes de foi. L'épuration aurait atteint l'élite de la science soviétique. A la fin d'octobre, Peter L. Kapitsa a été arrêté et déporté en Sibérie. C'est le physicien russe le plus éminent, membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., membre de la British Royal Society, membre honoraire du Franklin Institut (E.U.) et d'autres organisations scientifiques.

Né en 1894, P. L. Kapitsa était au moment de la révolution bolchevique un jeune savant d'avenir. Il vit mourir de faim sa femme et son enfant et faillit en devenir fou. Il ne se rétablit que grâce à un voyage à l'étranger, qu'il dut à l'intercession de Maxime Gorki. Il alla en Angleterre, et y devint bientôt le collaborateur du célèbre physicien, le professeur Rutherford, pionnier dans l'étude de la désintégration de l'atome. L'Angleterre reconnut bientôt en Kapitsa un esprit scientifique d'une classe supérieure et après la mort de Rutherford, il continua son œuvre. A l'Université de Cambridge, on lui installa un laboratoire physique conçu d'après ses plans. Il concentra son étude sur la désintégration de l'atome et sur la réaction de la matière à l'influence des champs magnétiques. Les résultats de ses investigations ne furent point publiés, mais ils furent hautement appréciés par les spécialistes.

P. L. Kapitsa occupa bientôt une position de premier ordre parmi les savants britanniques. Il fut élu membre de la Royal Society, de la Cambridge Philosophical Society, du Trinity Colledge, du British Institute, etc... Son attachement profond à son pays natal lui fit décliner à maintes reprises les offres de naturalisation anglaise. Il avait l'ardent désir de retourner en Russie lorsque les conditions permettant une libre investigation scientifique y seraient réunies. Tout en restant citoyen soviétique, il refusa de retourner dans sa patrie. Cependant, en 1932 ou en 1933, des représentants soviétiques le persuadèrent de prendre part à un congrès scientifique en Russie. On lui promit qu'il serait libre de retourner en Angleterre quand il le voudrait, et comme il était tenté particulièrement par la perspective de faire un tour en Russie, de visiter la Crimée et le Caucase, il accepta ; on lui accorda la permission de prendre son auto avec lui, et de voyager où bon lui semblerait.

KAPITSA visita donc la Russie dans son auto et, après le Congrès, parcourut longuement le Sud de la Russie. Mais lorsqu'à Leningrad il voulut s'embarquer pour l'Angleterre, un agent du N.K.V.D. (Guépéou) lui barra le passage, son visa de sortie, lui dit-il n'était pas valide, il avait reçu des instructions spéciales à son sujet. Indigné, Kapitsa se précipita à Moscou, où il apprit que l'ordre avait été donné par Staline lui-même, mais que le Gouvernement soviétique, s'engageait à lui fournir les plus grandes facilités pour son travail scientifique, il aurait tout liberté dans la poursuite de ses études, mais ne devait plus espérer quitter son pays. « Nous avons besoin d'hommes comme vous », lui aurait dit Staline.

Kapitsa refusa toute une année de se plier à cette coercition, mais ses protestations restant sans résultat, il dut capituler. On lui facilita au maximum son travail et son bien-être personnel. Le gouvernement soviétique acquit très cher le laboratoire de Cambridge qui avait été construit pour Kapitsa ; de grosses sommes furent mises à la disposition de l'Institut. Kapitsa fut pourvu d'une résidence privée et d'une auto. Il fut élu membre de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., déclaré héros du Travail Socialiste et reçut deux fois le prix Staline de 200.000 roubles.

Jusque récemment, Staline fut fidèle à la promesse qu'il avait faite de ne pas s'immiscer dans les études scientifiques de Kapitsa. D'une façon générale l'activité de tous les instituts de l'Académie des Sciences était soumise au contrôle méticuleux du Gouvernement, qui leur communiquait les instructions du plan. Seul l'Institut Kapitsa y échappait. C'est Kapitsa qui traçait son propre plan. Tout en poursuivant son ancienne étude sur la nature de la matière, il concentrait maintenant son attention sur la physique des basses températures où il obtint d'intéressants résultats.

On savait communément chez les savants russes que le Gouvernement et Staline personnellement regardaient Kapitsa d'un mauvais œil parce qu'il avait abandonné la pratique de la construction socialiste et s'était engagé dans des sujets, qui pour intéressants qu'ils fussent, étaient éloignés de l'actualité. Staline lui aurait même dit que son institut devait se rapprocher de la vie réelle. Mais Kapitsa était têtue et il poursuivait son idée.

**L**A situation changea brusquement en 1945 lorsque le tonnerre de la bombe atomique se répercuta à travers le monde. On sait que Staline fut très impressionné par cette nouvelle arme. Elle lui fit reconsidérer sa politique extérieure; il suffit de comparer les exigences qu'il formula au Dr Soong en juillet 1945 avec celles qu'il présenta en août pour s'en persuader.

Mais après avoir opéré sa retraite politique Staline ordonna la mobilisation de tout l'effort national pour la production de la bombe atomique soviétique. Ce fut le but n° 1 proposé à tous les savants et Béria, l'un des intimes de Staline, fut nommé dictateur atomique. Chose importante: l'uranium abonde en U.R.S.S. en particulier sur les versants occidentaux de l'Oural du Nord, dans le bassin de Pechora et dans la Péninsule de Taimyr, au Nord-Est de Norilsk. L'essentiel était de trouver des savants à la hauteur on décida donc de faire la leçon à Kapitsa: qu'il cessât de « s'amuser » avec les basses températures et qu'il se mit à la réalisation de la bombe atomique. Il consentit à présider une commission chargée d'étudier la nature des rayons cosmiques, problème étroitement relié à la désintégration atomique. Mais il semble qu'il abandonna bientôt toute activité dans cette commission. Conséquence: on accusa Kapitsa de délaisser des problèmes capitaux et de saboter délibérément la défense de la nation.

**D**E nombreux savants soviétiques ont pu s'échapper de Russie. Leurs témoignages jettent un jour intéressant sur les conditions où se fait le travail scientifique en U.R.S.S. Un des faits qu'ils citent peut concerner Kapitsa. Dans certains camps de concentration sibériens situés près de mines contenant des minéraux et des métaux rares et précieux, des laboratoires et des instituts de recherches ont été fondés sur lesquels plane le secret total. Physiciens, chimistes et ingénieurs arrêtés par la police secrète y sont envoyés. Ces institutions ne sont jamais mentionnées et leurs réalisations scientifiques ne sont pas publiées. Les spécialistes qui y sont affectés n'ont pas le droit de correspondre avec leurs familles; dans certains cas, pour les récompenser, de services spéciaux, on permet à leur femme de les rejoindre. Isolés du monde extérieur, ils vivent assez confortablement tant qu'on juge leur travail important. Sans doute Kapitsa a-t-il été mis dans une institution de ce genre où Béria a tous les moyens de faire cesser son sabotage et de le forcer à fabriquer bientôt la bombe atomique soviétique.

Boris I. NICOLAIEVSKY  
(extrait du *New Leader*)

## Qui paie la guerre en Russie?

par P. L. TOMORI

**L**E trait le plus remarquable de l'évolution du « socialisme dans un seul pays » est l'identité des préoccupations d'après-guerre en U.R.S.S. et dans les pays du capitalisme occidental. L'Etat-patron doit faire face aux mêmes difficultés que les gouvernements des autres belligérants, vainqueurs ou vaincus. La « grande guerre patriotique » se solde par une diminution de la production (destructions, « insuffisance » de matériaux de construction et de l'outillage agricole, manque d'ouvriers spécialisés) et la grave crise de disette des articles de consommation précise de jour en jour plus clairement la grande question internationale: qui doit payer les pots cassés?

Le gouvernement russe a donné récemment une première réponse. Par décret du 16 septembre 1946 les prix officiels des denrées rationnées furent triplés. En même temps, on procéda à une augmentation de salaires des catégories économiquement faibles. Comme partout dans le monde, il y avait en U.R.S.S. un double système des prix. Le commerce contingenté des produits rationnés et la vente libre dont les prix étaient trente à cinquante fois plus élevés en 1943-1944. Seulement, l'Etat russe a légalisé et étatisé le marché noir en établissant des magasins commerciaux. D'autre part, pour encourager la production agricole, il a permis aux kolkhoziens de vendre librement le surplus de leurs produits. Les prix

libres des marchés kolkhoziens et des magasins d'Etat étaient encore dix fois plus élevés en 1945 que ceux du marché rationné. Et bien que le but poursuivi soit de rapprocher les deux secteurs, les prix du marché noir libre sont encore aujourd'hui deux à quatre fois supérieurs aux prix officiels.

Nous reproduisons ici un tableau des prix publiés par la *Neue Zürcher Zeitung* du 20 octobre 1946:

	PRIX EN ROUBLES PAR KILO			
	Avant le décret du 16-9-1946	Après le décret du 16-9-1946	Maximum 1943-1944	Après le décret du 16-9-46
	Denrées rationnées		Magasins commerciaux	
Pain noir.....	1.10	3.40	30/35	10. » 7.50
Pain blanc.....	1.70	5. »	100	18. » 12.50
Sucre.....	5.50	15. »	800	130. » 60. »
Beurre.....	28. »	66. »	1.000	210. » 140. »

L'écart entre les deux systèmes de prix a sensiblement diminué: si le pouvoir d'achat du rouble s'est fortement amélioré au marché noir, il a perdu deux tiers de sa valeur au marché officiel. Qu'est-ce que cela signifie? Simplement: la revalorisation des salaires élevés et une aggravation de l'inégalité sociale, déjà si accusée, par l'extrême différenciation des salaires. On s'en rendra compte par le tableau suivant:

Catégorie	Augmentation des salaires		Coût des rations mensuelles	
	Avant	Après	Avant	Après
A (Manœuvres).....	0 — 300	0 — 410	75 — 125	225 — 375
B I (Employés, etc.).....	300 — 500	400 — 600	» »	» »
B II ».....	500 — 700	590 — 790	» »	» »
B III ».....	700 — 900	780 — 980	» »	» »

Cette comparaison entre l'augmentation des salaires et la hausse du coût de la vie n'acquiert toute sa signification que si l'on se rappelle les faits suivants: Tous les citoyens, sans différence, ont droit, avec leur carnet de coupons (payok), aux mêmes rations qui coûtent désormais, selon la catégorie, entre 225 et 375 roubles (avant le 16-9-1946, 75-125 r.). L'écrasante majorité des travailleurs appartient aux catégories A et B I; par conséquent, après avoir touché les rations, il ne leur reste qu'une très faible marge pour s'approvisionner au marché libre. Par contre, toutes les catégories supérieures se voient subitement avantagées. Si, par exemple, un employé gagnant 700 roubles par mois pouvait acheter autrefois outre ses rations, mettons, 2 kilos de beurre et 1 kilo de sucre, il peut acheter maintenant avec les roubles qui lui restent 2 kilos de beurre et 2 kilos de sucre. La « vie joyeuse » et « les lendemains qui chantent », en quelque sorte.

Ajoutons que le manœuvre gagne environ 300 roubles par mois, le contremaître, cinq à six fois autant que si l'on se rappelle les faits suivants: Tous les citoyens, sans différence, ont droit, avec leur carnet de coupons (payok), aux mêmes rations qui coûtent désormais, selon la catégorie, entre 225 et 375 roubles (avant le 16-9-1946, 75-125 r.). L'écrasante majorité des travailleurs appartient aux catégories A et B I; par conséquent, après avoir touché les rations, il ne leur reste qu'une très faible marge pour s'approvisionner au marché libre. Par contre, toutes les catégories supérieures se voient subitement avantagées. Si, par exemple, un employé gagnant 700 roubles par mois pouvait acheter autrefois outre ses rations, mettons, 2 kilos de beurre et 1 kilo de sucre, il peut acheter maintenant avec les roubles qui lui restent 2 kilos de beurre et 2 kilos de sucre. La « vie joyeuse » et « les lendemains qui chantent », en quelque sorte.

Ajoutons que le manœuvre gagne environ 300 roubles par mois, le contremaître, cinq à six fois autant que si l'on se rappelle les faits suivants: Tous les citoyens, sans différence, ont droit, avec leur carnet de coupons (payok), aux mêmes rations qui coûtent désormais, selon la catégorie, entre 225 et 375 roubles (avant le 16-9-1946, 75-125 r.). L'écrasante majorité des travailleurs appartient aux catégories A et B I; par conséquent, après avoir touché les rations, il ne leur reste qu'une très faible marge pour s'approvisionner au marché libre. Par contre, toutes les catégories supérieures se voient subitement avantagées. Si, par exemple, un employé gagnant 700 roubles par mois pouvait acheter autrefois outre ses rations, mettons, 2 kilos de beurre et 1 kilo de sucre, il peut acheter maintenant avec les roubles qui lui restent 2 kilos de beurre et 2 kilos de sucre. La « vie joyeuse » et « les lendemains qui chantent », en quelque sorte.

Il n'y a pas de doute possible sur le sens de ces mesures. D'ailleurs, Jdanov, l'héritier présomptif de Staline, a reconnu lui-même dans son rapport du 6 novembre 1946 que le relèvement des prix taxés frappait lourdement les « petits budgets ». C'est pour cela que le gouvernement s'efforce d'amadouer les mécontents quant aux articles de consommation qu'on a si souvent promis de fabriquer en quantités suffisantes. Un décret à la veille du Nouvel An a subitement découvert l'existence négligée des coopératives et promis (la période électorale s'ouvrait en janvier) une sensible amélioration du commerce de détail. Disons tout de suite qu'il n'en a rien été.

D'abord, ce ne sont pas les ukases qui feront disparaître la disette. Mais la production des articles de consommation. Or, celle-ci ne suffira point, même si les chiffres prévus au plan quinquennal sont atteints. Pourquoi? En face d'une augmentation variant entre 25 et 51 % des moyens de production (ou de destruction) — charbon: 51, industrie chimique: 50, acier: 35, lin: 39, coton: 25, — la production des chaussures ne doit augmenter que de 18.5 % et atteindre la quantité dérisoire de 240 millions de paires (en 1950, pour un peuple de 200 millions!) De même, l'alimentation générale augmentera, selon le plan, de 17 %, la production des blés, de 7 % seulement. Il y aura en tout — (et pour tous?) — 580 millions de paires de bas et 7,4 millions de montres — en 1950. Pour Moscou, où il y a 12 personnes en moyennes dans un appartement, le plan prévoit, pour 1950, 600 écoles pour 600.000 enfants et le gaz pour 70 % des habitants (d'après le plan, le chiffre des écoles primaires et secondaires restera en U.R.S.S., le même qu'en 1940: 193.000).

Les destructions par la guerre, l'arrêt des industries de produits de consommation pendant cinq ans et l'augmentation de la population par la conquête qui surpasse d'ores

et déjà les pertes humaines considérables causées par la guerre, rendent impossible une amélioration du niveau de vie pour la majorité des citoyens russes — les conditions du capitalisme d'Etat s'opposant diamétralement au postulat essentiel du socialisme : suffire aux besoins. Un journaliste suisse a trouvé une formule heureuse pour exprimer les difficultés du régime russe. Staline, disait-il, a commis deux graves fautes : il a montré l'Armée rouge à l'Europe et l'Europe à l'Armée rouge. C'est ce deuxième point qui porte fruit maintenant. Le prolétariat russe se rend compte que sa « vie joyeuse » est d'une indicible pauvreté. Il commence à ressentir de plus en plus amèrement que l'impôt du sang versé est loin d'être récompensé. Ses revendications sourdes sont un facteur que les ministres ne peuvent pas tout à fait négliger. D'où les épurations, les promesses, les décrets, le souci touchant pour le bien-être des « économiquement faibles ».

## NOUS RECLAMONS LE DROIT D'ASILE pour les Émigrés soviétiques

**N**OUS vivons à une époque dans laquelle il importe moins de mettre en avant de nouveaux principes, que de conquérir le droit de cité pour ceux qui, sans discussion, étaient déjà admis, par les générations qui nous ont précédés. Ainsi, après une série de conflagrations révolutionnaires, on se voit obligé de recommencer l'ABC de la propagande tout simplement humaine en ce qui concerne le droit d'asile pour les malheureux originaires de la sixième partie du monde qu'est la Russie de Staline. Jusqu'à présent non seulement la classe ouvrière et les couches intellectuelles se déclaraient en faveur du droit d'asile pour toutes les victimes politiques, mais la bourgeoisie elle-même n'osait pas ouvertement s'opposer à ce principe. Elle violait, quand elle le pouvait, ce droit sacré tout en cherchant à dissimuler ces violations. Les émigrés italiens, espagnols, allemands, n'ont-ils pas trouvé asile en Europe et en Amérique? Il est vrai que souvent les gouvernements européens leur donnaient hospitalité sans leur accorder le droit de travailler, mais ni Hitler, ni Mussolini, ni Franco ne réclamaient ouvertement leur extradition et il fallut à Hitler sa « victoire » de juin 1940 pour qu'il osât exiger la remise de réfugiés politiques. Il fallut une catastrophe historique comme celle qui s'est abattue sur l'immense territoire russe, pour que ce dernier droit, après tant d'autres, fût enlevé aux originaires de ce pays. Que le Gengis Khan au pouvoir ferme hermétiquement les frontières pour retenir ses esclaves, on le conçoit facilement. Mais qu'il obtienne le droit de les extraditer des territoires étrangers, cela dépasse notre morale dépravée d'après-guerre, elle-même.

La guerre malgré ses horreurs a eu pour les populations de Russie un côté positif : elle les a mis en contact avec l'étranger, soit comme prisonniers, soit comme guerriers. Les prisonniers ont subi toutes les souffrances que l'Allemagne hitlérienne avait inventées pour eux ; mais une fois la guerre finie pouvaient-ils prévoir qu'on leur appliquerait une contrainte organisée pour qu'ils se mettent de nouveau sous le joug? Au nom de quels principes veut-on les y contraindre? Au nom de quel droit moral ou politique peut-on obliger une personne à vivre dans un pays où l'esclavage corporel et moral lui serait appliqué? Quel remerciement le monde attend-il de Staline pour être resté muet devant les cris des citoyens russes qui se donnent la mort plutôt que de rentrer dans leur pays? Et nous voudrions voir ne fût-ce qu'un mot de protestation dans la presse ouvrière (nous ne parlons évidemment pas des journaux staliniens serviles à toutes besognes) officiels et officieux. N'avons-nous pas vu avec quel empressement et avec quelle politesse exquise la diplomatie française a dernièrement répondu à l'accusation de Moscou d'avoir entravé dans la zone française en Allemagne le « rapatriement » des citoyens soviétiques? La France — laquelle, bon Dieu? — se déclare prête à laisser entrer dans ses camps des fonctionnaires russes chargés de se soi-disant « rapatriement ». Et ce, au nom d'un accord conclu à Yalta où la France n'était pas représentée!... La bassesse de notre diplomatie n'a-t-elle pas protesté contre la parution à Paris d'un journal hebdomadaire en langue russe (La Pensée Russe) qui est politiquement indépendant du Kremlin.

Encouragées par l'indifférence criminelle des masses devant la violation du droit minimum d'asile, les autorités militaires anglaises en Italie viennent de commettre un forfait inqualifiable : le 8 mai on a enlevé du camp n° 7 de Ruccione 175 Russes pour être soi-disant envoyés en Ecosse, et du camp n° 6, 10 personnes (ce camp contenait des familles entières). Quand ces 185 personnes furent éloignées des camps, on leur enleva tout objet pouvant servir de moyen de suicide et on leur dit qu'en réalité elles iraient non pas en Ecosse, mais en Russie. Malgré cela quelques-unes réussirent à se donner la mort. Le même jour on enleva aussi 80 personnes (tous des Caucasiens) du camp de Pise. Tous ces malheureux furent expédiés vers la zone russe, en Autriche, dans des wagons gardés par les troupes anglaises. Certains essayèrent de s'enfuir et furent tués par leurs gardiens...

Un jour, s'il le peut, Staline paiera ces complaisances à l'Europe démocratique, en lui imposant son infâme tyrannie. Il sera peut-être trop tard pour réagir...

MASSES.

## Méconnaissance du Marxisme

par Simon RUBAK

**S**I l'on pouvait soumettre à un examen du niveau d'un [certificat de licence, les plus écoutés des partisans et adversaires du Marxisme, à seule fin de savoir s'ils connaissent, pour l'avoir lue intégralement, de la première ligne à la dernière, une traduction du « Capital » de Karl Marx, on serait effaré du nombre infime de reçus. Parmi les recalés se trouveraient, sans doute possible, la plupart de nos professeurs des Facultés et des personnalités marquantes des Partis ouvriers.

Sans doute, pour une prise de position politique, la connaissance de cette œuvre n'a pas besoin nécessairement d'être parfaite. Il peut suffire, en bien des occasions, de se ranger pour ou contre les objectifs politiques des marxistes. Il est normal, notamment, que les adversaires politiques de cette doctrine ne se soucient pas d'en étudier le contenu théorique puisqu'ils en combattent, avant tout, les conséquences pratiques.

Mais il est anormal et intolérable que, sur les plans de l'analyse intellectuelle, de la recherche scientifique et, qui pis est, de l'enseignement, des hommes de culture étendue osent attaquer, défendre ou même prétendre dépasser une thèse économique qu'ils méconnaissent — souvent par simple paresse.

L'époque est encore très récente où, pour le corps scientifique officiel, parler de Marx équivalait à proférer une obscénité. L'Ecole Sociologique Française apparut dans cette atmosphère et prit grand soin de se laver de toute souillure socialiste. Durkheim prétendait que le Marxisme se réduisait à une simple doctrine d'action, et comme telle, n'avait pas sa place dans une Science dont il risquait de troubler la sérénité. Son disciple Bouglé — qui se compte pourtant parmi les sympathisants du Socialisme — déclinait, lui aussi, l'apport marxiste : puisqu'il existe des études historiques et philosophiques de Marx et d'Engels, puisque tous les travaux de Marx sont sous-tendus par une directive philosophique générale, le Marxisme est rangé, côte à côte avec les doctrines d'Auguste Comte dans la catégorie des « philosophies de l'histoire » et rejeté à ce titre, du giron de la Science. Honnêtement, il n'est pas plus possible de réduire « le Capital » à une doctrine d'action que de l'enfermer en philosophie de l'Histoire. Mais ces professeurs ne parlent jamais du « Capital ». C'est toujours le « Marxisme » en bloc et en vague qu'ils éliminent.

Il est remarquable que, dans le camp des partisans du Marxisme, les universitaires usent du même système et enterrent Marx sous les fleurs. Des astronomes, physiciens, psycho-pédagogues, etc... parmi les plus éminents, ont prétendu approfondir leurs propres disciplines « à la lumière du marxisme ». Le plus ahurissant, c'est que, dans leur équipe d'hommes de science, ce sont les économistes qui ont fait défaut! Aussi, dans leurs études, « le Capital » œuvre maîtresse de Marx, mais n'appartenant pas à leur ordre de recherches, a disparu discrètement dans l'ombre.

On n'a voulu retenir du Marxisme qu'un procédé méthodologique et une position métaphysique, et l'on s'est efforcé de mettre au premier plan les parties les plus caduques des écrits de Marx et d'Engels. Ces efforts étranges n'ont apporté, jusqu'à ce jour, aucun résultat scientifique tangible en astronomie, physique, psychologie, etc... Par contre, dans ces domaines, les recherches ont eu de pleins succès sans le moindre secours de la Dialectique ou du Matérialisme historique. Le plus clair de l'affaire a été un renforcement du discrédit scientifique du marxisme, celui-ci ayant été placé hors de son domaine propre, à savoir, la science économique.

De leur côté, les Economistes tentent, tant qu'ils peuvent, de se débarrasser du Marxisme.

D'une part, les techniciens financiers, les spécialistes des affaires bancaires, les industriels, les chroniqueurs de la Bourse, etc..., ne trouvent aucun intérêt à l'Economie marxiste. Ils sont semblables à des turfistes que l'on voudrait intéresser à des recherches vétérinaires de laboratoire ; ils se moquent de cette science abstraite, de cette « Economie pure » affublée d'un ridicule « homo economicus » sans rapport avec la réalité.

D'autre part, les professeurs d'Economie politique prennent tous, par rapport au Marxisme, une attitude négative « a priori ». Ainsi, Simiand — pourtant proche du socialisme — néglige délibérément tout le travail de Marx sous prétexte que ce dernier procède, en partant d'une analyse de la Notion de Valeur pour découvrir les Lois causales du processus capitaliste. Selon Simiand, c'est en « cernant les faits » et en cherchant des concidences qu'il faut procéder. Comme si l'introduction d'une nouvelle méthode dans une science devait servir non pas à approfondir l'exploration, mais à rejeter les acquits précédents!

On peut dire, sans grands risques d'erreur, qu'à peu près tous les professeurs d'Economie Politique, titulaires d'une chaire officielle ou semi-officielle en France, ont adopté une pareille attitude de négation a priori. Ceux d'entre eux qui, comme Marx et les Classiques, débutent par l'examen de la notion de Valeur, estiment suffisant que leurs définitions préalables diffèrent de celle de Marx pour renoncer à pousser plus avant l'examen de l'Economie marxiste.

Ce procédé, qui consiste à rejeter une thèse en en contestant les prémisses est valable en philosophie où ce sont des systèmes, des conceptions générales du monde, qui s'affrontent. Mais, dans la discussion proprement scientifique, le procédé cesse d'être valable — et cesse d'être employé, car on reconnaît couramment que des hypothèses hasardeuses, voire erronées, peuvent être fertiles. Cela se vérifie d'ailleurs en Economie Politique, où les travaux des anti-marxistes, avec leurs hypothèses souvent extravagantes et leurs exemples saugrenus, parviennent parfois à mettre l'accent sur quelques aspects jusqu'alors inaperçus des réalités économiques.

Le système de la négation préalable, l'ignorance volontaire ou paresseuse des travaux économiques de Marx marquent sans rémission ceux que l'on qualifie, à juste titre, d'« Economistes bourgeois » du signe de la mauvaise foi scientifique. Et lorsque ces Economistes sont professeurs et se livrent à un enseignement, on doit dire qu'à leur mauvaise foi scientifique, s'ajoute une carence professionnelle : car, quelles que soient leurs convictions, ils doivent être tenus de donner des exposés objectifs de la science qu'ils enseignent. Les effets néfastes de cette carence sont considérables. Actuellement, la plupart des intellectuels français ont une opinion erronée du marxisme, une méconnaissance de sa valeur, et une ignorance effarante de l'Economie Politique, science cruciale de notre temps.

Ne peut-on espérer d'un ministre socialiste de l'Education Nationale une action pour que soit créée, dans une des Facultés de Paris, une chaire d'Economie Politique dont le titulaire offrirait le maximum d'objectivité à l'égard du Marxisme ?

## Les Hommes et leurs Œuvres

PAROLES, de Jacques PREVERT (Ed. du Point du Jour).

**D**IRE très exactement pourquoi les « Paroles » de Prévert tantôt nous fustigent, tantôt nous émeuvent, n'est pas extrêmement simple. Si des pamphlets comme le « Dîner de têtes » ou « La crosse en l'air » nous atteignent en plein, par la puissance de leur expression, par leur amère truculence, il n'en va pas de même des poèmes souvent très courts, où l'émotion réside dans un assemblage de mots simples, la description de faits précis et ordinaires, comme dans « Déjeuner du matin », et suffisent à nous donner une impression d'infinie tristesse.

Très souvent ses phrases banales, sans doute parce qu'elles ont été écrites avec l'horreur de la banalité, nous apparaissent plus élevées que les plus parfaits iambes. Des mots inattendus au bout d'une locution classique (... je suis couchée sur la paille humide de l'amour), des situations cocasses pour le bourgeois (j'ai mis mon képi dans la cage et je suis sorti avec l'oiseau sur la tête), des effets faciles, mais qu'il fallait trouver (un hussard de la farce avec un dindon de la mort), une logique implacable sous une ironie tendre ou féroce, et voilà Prévert.

Ce n'est pas tout : l'« Inventaire », la « Lanterne magique de Picasso », d'autres encore, contiennent tout un monde, avec ses immenses imbécillités, ses personnages grotesques ou touchants, ses choses merveilleuses.

Il reste sur la terre, ayant conseillé une fois pour toutes à « Notre père » de rester aux cieux. Il préfère voir, et décrire ce qu'il voit, ce que les autres hommes, abrutis par la vie, ne peuvent distinguer. Il écrit pour ceux qui sont dans les caves et, avec leurs mots de tous les jours, les emmène sur le merveilleux chemin du rêve qu'il poursuit éveillé.

A.-J. CAPOCCI.

### LA CONJURATION D'ALGER

de Chamine (A. Michel)

1942..... Des intérêts stratégiques minutieusement évalués ont maintenu l'A.F.N. dans une précaire neutralité. Cependant, du fait du renforcement rapide des U.S.A., les Allemands s'inquiètent de ce tremplin qu'est l'Afrique du Nord. Les Américains, eux, cherchent une intervention spectaculaire qui satisfera les Russes sans être trop coûteuse. Dans cette course de vitesse dont l'Afrique est l'enjeu, les Allemands possèdent de sérieux atouts : la proximité des bases et la complaisance de Vichy.

Autour de l'industriel Lemaigre-Dubreuil des huiles Lesieur et de son secrétaire G. Rigault, vont se grouper quelques hommes dont la mission sera d'amorcer l'intervention américaine. C'est l'histoire de ce groupe, de ses activités et de ses tractations avec le représentant des U.S.A. à Alger, Meuphy, que nous offre Chamine. En opposition totale avec la Résistance métropolitaine, la conjuration d'Alger se propose, pour réussir, d'éviter toute résistance spectaculaire qui pourrait alarmer l'Allemagne et opposer l'Armée de l'Armistice aux troupes de débarquement. Deux séries d'objectifs seront donc poursuivies :

1° La communication des plans de la défense côtière et l'appel pressant aux envoyés de Roosevelt.

2° La paralysie de toute contre-mesure organisée, par le noyautage des hauts-fonctionnaires de l'Administration et de l'Etat-Major.

Il faudra de longs mois de marchandages pour aboutir à l'entrevue de Cherchel où le général Clark se rendra aux raisons du groupe. L'évasion de Giraud fournira aux Américains le chef représentatif sur qui compter, après leurs déboires auprès de Pétain et de Weygand. Giraud obtient l'assurance qu'il dirigera les Armées alliées en Afrique et qu'une tête de pont sera établie dans le Midi de la France. Ces promesses ne seront pas tenues et, chose plus grave, la méfiance des Anglo-Saxons leur fait soigneusement taire la date précise du débarquement, ce qui n'est pas pour faciliter la tâche des Français. Ce n'est que quelques jours avant le jour J que les conspirateurs pourront déclencher le mécanisme prévu. La faiblesse des effectifs américains, leur lenteur à s'établir et la présence de Darlan failliront tout compromettre. La longue campagne de Tunisie sera le prix des attermolements des U.S.A.

A lire les approches et les sondages effectués auprès des cadres administratifs de l'A.F.N., on ne peut s'empêcher d'être frappé par la stupidité et la fossilisation de l'Armée de métier. La fidélité à Pétain, l'obéissance passive aux supérieurs ont remplacé toute foi. Incapable de s'adapter aux conditions d'une guerre moderne, l'Armée se raccroche à l'Indépendance de façade de l'Empire, puis après la défaite de Weygand, à l'application stricte des consignes reçues. De mesquines rivalités de corps viennent fausser le vrai problème. Rien d'étonnant que les Anglo-Saxons se soient méfiés d'une telle armée !

### LE TESTAMENT DE LENINE

Les Égaux supplément à Masses 6 fr.

**R**OSA Luxembourg l'avait prévu dès 1918 : L'emploi de méthodes jacobines ou bolcheviques a ses conséquences fatales sur la Révolution. Ces conséquences sont : Concentration du pouvoir directeur en des mains de plus en plus rares ; extension de ce même pouvoir à des domaines de plus en plus vastes ; exagération de deux tendances, du fait même des problèmes qu'elles suscitent et des difficultés qu'elles enveniment. De ce côté, Kautsky, quatre ans plus tard, constatait : Toute dictature mène au pouvoir personnel.

En 1918, la vie publique russe était entre les mains d'une demi-douzaine de groupements politiques associés par la « révolution d'octobre ». L'arc-en-ciel des tendances était le suivant : anarchistes, maximalistes, bolchevistes, trotskistes, menchevicks - internationalistes et socialistes, - révolutionnaires de gauche.

En 1922, l'initiative politique est aux mains de six personnes seulement : Lénine, Trostky, Zinoviev, Kamenev, Sverdlov et Staline, tous membres du Comité central bolchevick. La situation est claire. Les autres partis sont en prison, les opposants en exil. Le centralisme bureaucratique n'est tempéré que par l'espèce d'accord, en quelque sorte conjugal, entre Lénine d'une part et la base de l'autre, qui subsiste tant bien que mal dans le parti et les soviets.

Mais Lénine subit les premières atteintes de la paralysie générale qui causa sa mort le janvier 1924. Et la question de la transmission et de la continuité du commandement suprême se pose désormais comme le seul problème important pour un pays de 150 millions d'hommes. Elle est purement et simplement une question de personnes ; ou plutôt, de choix entre deux personnes, l'une obscure, l'autre célèbre : Staline et Trostky.

Staline et Trostky, tel sera le thème central du fameux « Testament de Lénine », qui d'ailleurs, ne « choisit » pas, mais « prévoit », de façon désenchantée, une sélection à rebours. Staline est brutal, déloyal et mal embouché. Trostky voit trop les choses sous l'angle administratif. Pour l'un, tout se résout en adversaires possibles à éliminer et en créatures à contrôler et caser ; pour l'autre, tout est affaire d'ordres à rédiger au moment décisif et dans les termes voulus.

L'histoire du testament de Lénine est une sombre histoire, d'où l'espoir des masses, leur volonté, et leur intérêt, sont absents. C'est que les révolutions de sérail sont toujours gagnées par les prétendants les plus cruels et les plus fourbes — bref, par les plus aptes à commander à des janissaires et à des eunuques.

J. PRUNIER.

### HUMANISME ET SOCIALISME

La mince brochure où notre camarade Ernestan recueille aujourd'hui quelques essais profondément mûris, restera l'un des témoignages le plus authentiquement actuel de la pensée libertaire aux prises avec ses problèmes fondamentaux. Cet effort rejoint fort heureusement l'œuvre de Dwight Mac Donald dans la revue new-yorkaise « Politics », celle de Woodcock dans la revue londonienne « Now », et celles d'autres équipes encore, parmi lesquelles il faut citer le cercle américain de Paul Goodman, le groupe « Transformation », le groupe « Franchise », « Volonté », qui est publié à Naples, « Universo » paraissant en espagnol à Toulouse, « Tierra e Libertad » de Mexico, etc.

J. P.

### Suzanne André n'est plus...

**N**OTRE collaboratrice à la rubrique théâtrale, est morte en couches, il y a quelques mois, à l'âge de 27 ans. A son père, à son frère notre ami Jean Jacquot, à son mari, nous offrons l'expression de nos condoléances attristées.

MASSÉS.



## LOUISE MICHEL

La personnalité si noble et si attachante de Louise Michel est évoquée par un ouvrage de Fernand Planché, qui a su compléter, grâce surtout aux documents fournis par son ami Delessalle, la documentation jadis réunie par Irma Boyer, et nous offre un portrait enthousiaste de la militante au grand cœur, chère au souvenir de tous ceux qui l'ont approchée.

## DE PRISON EN PRISON

Dans son autobiographie « De prison en prison », Louis Lecoin narre avec simplicité les misères de son enfance, sa révolte contre la guerre (il fut en France le premier des objecteurs), ses longues captivités, et ses entrevues familières avec les hommes au pouvoir. Sur les grands « arrivés », cet anarchiste, simple ouvrier aux dons personnels étonnants, exerça une influence presque incompréhensible, arrachant à la répression des dizaines et des dizaines de victimes. Le miracle des interventions de Lecoin restera inexplicable à tous ceux qui ne savent point distinguer entre l'homme, jamais totalement déshumanisé, et sa fonction publique, glorieux esclavage que le plus endurci ressent parfois le besoin de briser pour revivre une miette de son passé ou de son idéal perdu.

## LA TOUR DE FEU

Une mention spéciale revient à « La Tour de Feu », dans la note mystique, qui lui est propre. Cette revue rassemble des sincérités et des indépendances qu'il fait bon constater parmi les chrétiens et les poètes. Le n° 24-25 « Silence à la violence » s'ouvre sur une lettre de Vercors et se ferme sur un poème d'Armand Robin. Si la lettre est réticente, le poème ne l'est point. Et la dédicace du cahier tout entier à la mémoire de Marcel Martinet ne peut que susciter notre sympathie.

L'individualisme farouche de « Marsyas », le refus de s'engager et le refus d'arriver, pratiqués par son directeur Sully André Peyre depuis plus de vingt-cinq ans, ne nous sont pas moins précieux ; Peyre étant de ces rares « spectateurs héroïques » qui, selon la parole de Blake, « savent garder aux temps de trouble la vision divine » et que rien ne peut en distraire.

J. P.

# UN BON PLACEMENT

*pour vos disponibilités*

toutes échéances  
et toutes coupures

7

# BONS DU TRÉSOR

Le Directeur - Gérant : J. LEFEUVRE

Imp. Mazarine, 335, Rue Mazarine, Paris

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.